



CSI

RAPPORT *NOUVEAUX FRONTS* FÉVRIER 2014

Les travailleuses et les travailleurs subissent de plein fouet les attaques portées à leurs conditions de vie et de travail.

Inégalités de revenus: L'heure est venue d'instaurer un salaire vital approprié.

Confédération syndicale internationale

«Notre argent, nos salaires ne suffisent pas pour survivre. Nous devons envoyer nos enfants vivre avec leurs grands-parents. Les entreprises étrangères doivent respecter les travailleuses et leur payer un salaire décent; nous les aidons à engranger les bénéfices.»

Atook, Indonésie

SOMMAIRE

1 Introduction	4
2 Un salaire minimum vital	6
3 Les effets de l'instauration de salaires minimums sur l'inégalité	8
3.1 Le salaire minimum et son incidence possible sur l'emploi	9
3.2 Les conséquences de l'instauration de salaires minimums sur la structure salariale, sur la productivité et sur l'inflation	10
4 Établissement d'un salaire minimum dans le droit et dans la pratique	11
4.1 La législation internationale du travail sur les salaires minimums	11
4.2 Les institutions qui fixent le salaire minimum	11
5 Différentes expériences nationales	14
5.1 Allemagne	14
5.2 Indonésie	18
5.3 Uruguay	21
5.4 États-Unis d'Amérique	23
5.5 Zambie	27
6 Conclusions et recommandations	31
7 Notes	33

Rapport Nouveaux Fronts de la CSI

FÉVRIER 2014



Photo: The All-Nite images

Introduction

Les inégalités sont en hausse dans presque toutes les nations et la part des salaires dans la richesse n'a jamais été aussi basse.

Le chômage a atteint un taux record et, alors que plus de 50 % de la main-d'œuvre se retrouve dans une situation vulnérable ou dispose d'un emploi précaire, 40 % des travailleurs sont désespérément coincés dans le secteur informel où il n'existe pas de salaire minimum ni de droits.

Les personnes qui n'ont pas de moyens financiers sont de plus en plus privées d'accès à la santé, à l'éducation publique, aux transports et à des services publics de qualité en général, alors que les grandes entreprises ont largement recours à l'évasion fiscale.

Si le début de la crise financière mondiale causée par l'avidité du secteur financier remonte à 2008, ses répercussions provoquent toujours de l'instabilité pour les économies nationales et continuent de détruire des emplois pour la population active.

Les inégalités représentent autant un risque économique mondiale que l'une des principales causes du désespoir grandissant que ressentent de nombreux travailleurs dans le monde entier. Selon les conclusions du Programme des Nations Unies pour le Développement, la majorité des ménages des pays en développement, plus de 75 % de la population de ces nations, vivent aujourd'hui dans des sociétés où les revenus sont plus inégalement répartis que dans les années 1990.

L'instauration d'un salaire minimum vital est un élément majeur du défi visant à réduire les inégalités.

Il y a près d'un siècle, alors que les séquelles de la Première Guerre mondiale se faisaient encore ressentir, les dirigeants du monde reconnaissaient qu'un salaire minimum était essentiel pour la justice sociale et pour une paix durable.

Le préambule de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail (OIT) de 1919 établit que:

«Attendu qu'il existe des conditions de travail impliquant pour un grand nombre de personnes l'injustice, la misère et les privations, ce qui engendre un tel mécontentement que la paix et l'harmonie

universelles sont mises en danger, et attendu qu'il est urgent d'améliorer ces conditions : par exemple, en ce qui concerne [...] la garantie d'un salaire assurant des conditions d'existence convenables [...]»

Les syndicats sont unis sur trois fronts:

- ▶ Organiser pour obtenir un salaire minimum permettant aux travailleuses et aux travailleurs de vivre dignement, où qu'ils soient;
- ▶ Organiser pour augmenter les rémunérations là où des salaires minimums sont déjà en place, mais sont trop faibles pour vivre décemment; et
- ▶ Organiser pour veiller à ce que tous les travailleurs bénéficient de la fixation d'un salaire minimum vital.

Récemment, des recherches ont montré que 90 % des États Membres de l'OIT disposaient d'une forme de salaire minimum, mais que, même dans ces pays, toute la main-d'œuvre ne pouvait y prétendre.

Pour la CSI, la lutte pour obtenir un accès universel à un salaire équitable est essentielle.

Les inégalités croissantes dans les pays et entre les nations prouvent que, dans une grande majorité des États, le salaire minimum ne permet pas aux travailleurs et à leur famille de couvrir des besoins essentiels comme des aliments nutritifs, un logement, des vêtements, des soins de santé, une éducation et des transports, ainsi qu'une réserve minimale pour les urgences.

Lors du sondage d'opinion mondial de la CSI, une personne interrogée sur huit a reconnu avoir des difficultés financières et ne plus pouvoir couvrir ses dépenses de base comme le logement, l'alimentation et l'électricité. Plus de la moitié des participants (59 %) ne parviennent plus à économiser.

Dans les pays qui disposent d'un salaire minimum ou d'un salaire plancher, leur processus de mise en place varie: il peut s'agir d'un salaire minimum national ou régional, fixé par les autorités ou un organisme indépendant, de salaires minimums sectoriels qui diffèrent d'une industrie à l'autre ou en fonction de conventions

collectives qui sont étendues pour couvrir toutes personnes travaillant dans un secteur, une zone géographique ou une nation.

La mise en place d'un salaire minimum doit s'appuyer sur une connaissance des éléments qui permettront aux travailleurs de sortir de la pauvreté et de vivre dignement. La Constitution de l'OIT réclame l'existence d'un «salaire assurant des conditions d'existence convenables» qui doit donc permettre couvrir les coûts des biens et des services essentiels, et être ajusté régulièrement pour s'adapter à l'évolution des prix.

La hausse spectaculaire du travail précaire et le désespoir qui règne dans le secteur informel indiquent qu'il est plus important que jamais d'établir un salaire minimum vital et d'appliquer les dispositions qui s'y rapportent. Dans de nombreux pays, les organisations syndicales qui veillent à son respect ne peuvent compter que sur des services d'inspection du travail et des tribunaux manquant de ressources et parfois corrompus. La tâche se complique lorsque les salaires minimums varient en fonction des régions, des professions ou des secteurs.

Certaines entreprises, des gouvernements conservateurs et des économistes néolibéraux prétendent, sans disposer de preuves tangibles, que l'augmentation du salaire minimum coûte des emplois. Malheureusement, ce point de vue a influencé de trop nombreux gouvernements et aujourd'hui, l'inégalité menace autant les moyens de subsistance des travailleurs et de leur famille que la stabilité économique.

Les recherches menées par les détracteurs du salaire minimum sont grandement faussées. Les preuves montrent que chaque centime payé aux travailleurs faiblement rémunérés est reversé dans l'économie au travers d'entreprises locales de secteurs essentiels comme la vente au détail, le logement, l'alimentation et l'énergie. Une augmentation salariale des pauvres offre un regain d'énergie économique qui génère une hausse des emplois et de la prospérité pour toutes et tous.

L'effondrement mondial qu'ont subi les salaires de la main-d'œuvre par rapport au produit intérieur brut a participé à la croissance massive des inégalités et il est temps d'inverser la tendance. Tout cela se produit alors que les bénéfices des grandes entreprises explosent, que le maintien de la valeur de l'action prime sur tout et que les richesses d'une infime partie de la population (1 %) augmentent principalement grâce à ses investissements dans des actions, l'immobilier et dans les produits de base.

Le contraste est frappant entre la prospérité des entreprises et le fait qu'une personne sur six vit dans des bidonvilles urbains pour migrants, chiffre qui devrait s'élever à une personne sur trois d'ici 2030 si le monde des affaires continue de sortir gagnant.

La lutte contre les inégalités de revenus passera par des réformes dans bien des domaines: en politiques macroéconomiques, en matière de justice fiscale et sociale, au niveau de la réglementation des marchés financiers et des politiques du marché du travail. C'est un combat à mener sur de nombreux fronts reliés entre eux et l'instauration d'un salaire minimum vital dans tous les pays en est un élément primordial.

Alors que nous approchons de plus en plus du centenaire de l'OIT, il est temps d'honorer la promesse de ses fondateurs, il y a 95 ans, à propos de «garantie d'un salaire assurant des conditions d'existence convenables» dans tous les pays.

Les travailleuses et les travailleurs veulent des emplois, des salaires décents et une protection sociale. Le sondage d'opinion mondial 2013 de la CSI a établi que 89 % des personnes sont favorables à des législations du travail solides qui prévoient et protègent le principe d'un salaire minimum décent.

La précédente édition du rapport Nouveaux fronts s'est concentrée sur la négociation collective. Il est avéré qu'un système complet de négociation collective est économiquement souhaitable et les récentes attaques portées à ce droit fondamental ne peuvent en aucun cas être justifiées. Les processus nationaux de négociation collective sont un excellent moyen de réduire les écarts salariaux. Les conséquences économiques et sociales désastreuses de la destruction de la négociation collective sont désormais évidentes et il faut y remédier.

Le présent rapport s'intéresse aux salaires et aux outils de répartition des richesses en tant que moyens pour lutter contre les inégalités. Il se concentre sur la relation entre un salaire minimum vital et l'inégalité de revenus. Le prochain rapport sur les Nouveaux fronts portera sur la protection sociale et complètera les recherches déjà effectuées en vue d'étayer notre combat pour une justice salariale et en faveur d'un seuil indispensable de protection sociale minimale.

Sharan Burrow, secrétaire générale de la CSI

Conditions économiques mondiales

Les dernières projections de la Banque mondiale suggèrent que la croissance mondiale passera de 2,4 % en 2013 à 3,2 % en 2014. L'institution pense en outre que les pays à revenu élevé, «après des années de léthargie, voire de récession, semblent enfin émerger de la crise financière mondiale». Toutefois, depuis 2010, les prévisions des institutions financières internationales ont été revues à la baisse alors que des politiques restrictives étaient introduites dans de nombreux pays.

La Directrice générale du FMI a déclaré que «les risques de déflation étaient de plus en plus évidents, ce qui pourrait s'avérer désastreux pour la reprise».

Il apparaît clairement que l'économie mondiale ne se relèvera pas grâce à une croissance induite par les exportations, hypothèse que tant de pays adoptent pourtant. Il est nécessaire que la demande augmente, surtout de la part des travailleuses et des travailleurs. Selon le rapport du Forum économique mondial sur l'agenda 2014 et les risques mondiaux (*Outlook on the Global Agenda 2014 and Global Risks Report*), les problèmes les plus graves auxquels l'économie mondiale est confrontée cette année sont les disparités de revenus grandissantes et le chômage structurel.

Comme le reconnaît le propre Conseil de l'agenda mondial sur l'emploi du Forum économique mondial, «ce qui avait débuté comme une crise de l'emploi sérieuse, mais temporaire, devient un problème persistant aux graves répercussions sur le tissu social. Sans changements politiques significatifs, l'année 2014 n'apportera que peu de répit».

La mise en place d'un salaire minimum vital peut constituer un élément essentiel de cette riposte

2. Un salaire minimum vital

De plus en plus de personnes reconnaissent que les inégalités de revenus sont désormais excessives et représentent une menace pour la cohésion sociale et la stabilité politique. L'un des principaux objectifs du mouvement syndical est d'introduire un salaire minimum vital qui permette de vivre décemment dans tous les pays.

L'établissement d'un salaire minimum vital qui fournit aux travailleuses et aux travailleurs des revenus suffisants pour acquérir tous les produits de première nécessité pour leur famille aurait un impact non négligeable sur la pauvreté de la main-d'œuvre et aiderait à combler l'écart entre les salaires les plus faibles et les revenus intermédiaires.

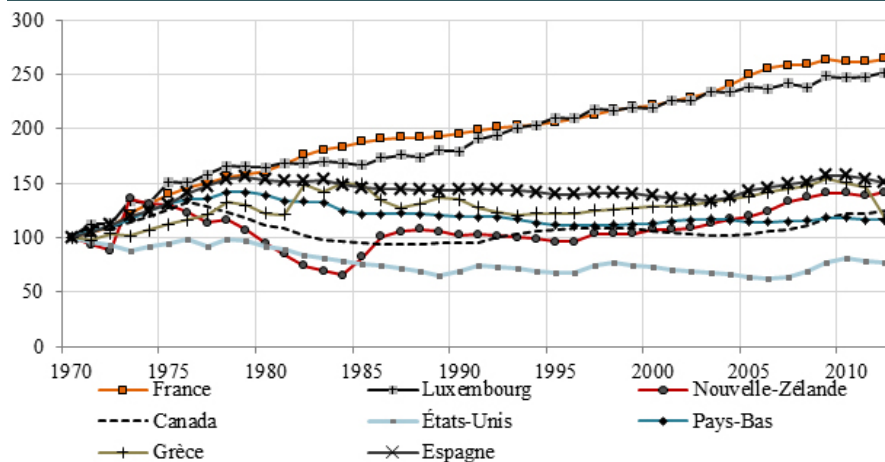
L'adoption d'un salaire minimum vital a toute son importance pour les travailleurs précaires et pour ceux qui ne sont pas couverts par des conventions collectives. Les salaires minimums peuvent aider à officialiser l'emploi de travailleurs informels qui constituent la majeure partie de la population active dans de trop nombreux pays. Ils permettraient aussi de réduire les inégalités entre les hommes et les femmes puisque la majorité des travailleurs faiblement rémunérés sont habituellement des femmes.

Un récent rapport de l'OIT révèle un écart salarial de 25 dollars US par mois entre des ouvrières cambodgiennes et leurs homologues masculins. La main-d'œuvre féminine est « bon marché ».

Les salaires minimums peuvent revêtir différentes formes. Certains pays ont mis en place des taux minimums pour différentes industries, professions ou zones géographiques. Dans quelques pays, l'extension des taux établis lors des négociations collectives fait office de salaire minimum. L'avantage d'un salaire minimum national est de pouvoir être facilement communiqué à la population tout entière et donc d'en améliorer le respect et l'application.

Alors que les syndicats et certains gouvernements recherchent des façons de combattre la pauvreté et d'empêcher que les inégalités augmentent, l'instauration de salaires minimums se révèle efficace.

Graphique 1 : Évolution à long terme du salaire minimum horaire réel (parité de pouvoir d'achat en dollars US [1971 = 100])



Source: OCDE (2013), Minimum Wage Database
(Base de données sur le salaire minimum)

Des expériences positives dans quelques pays clés ont démontré la valeur d'un salaire minimum vital. En 1999, le Royaume-Uni a changé de politique et a adopté un salaire minimum national; par la suite, le pays a augmenté sa valeur réelle sans qu'il n'y ait aucune conséquence négative pour l'emploi alors que la mesure avait des effets positifs sur la pauvreté. Selon certains observateurs, il s'agit de la réforme la plus importante destinée à aider les travailleurs britanniques vulnérables en 15 ans. L'Irlande a suivi le mouvement et a mis en place un salaire minimum national en 2000, alors qu'en Allemagne, les partis de la coalition gouvernementale ont récemment annoncé qu'ils étaient convenus d'adopter un salaire minimum d'ici 2015.

Ces dix dernières années, des économies émergentes, comme le Brésil, l'Afrique du Sud, la Chine, l'Indonésie et l'Inde, ont aussi adopté de telles mesures¹.

À la fin des années 2000, une poignée de pays développés ont augmenté les salaires minimums après une longue période de stagnation ou d'érosion de leur valeur réelle. Le graphique 1 montre les tendances à long terme du salaire minimum horaire réel (en parité de pouvoir d'achat) pour une série d'économies avancées.

Après la crise pétrolière des années 1970, les salaires minimums réels ont stagné dans la plupart des pays, car nombre d'entre eux avaient annulé leur mécanisme d'indexation des salaires.

Aux États-Unis, la valeur réelle du salaire minimum a considérablement chuté de 1980 à 2006, diminuant de plus d'un quart.

Vers la fin de la dernière reprise économique (entre 2002 et 2007), plusieurs pays ont commencé à augmenter la valeur réelle du salaire minimum: l'OIT a confirmé une hausse en termes réels de 5,7 % en moyenne dans les pays dont les données sont disponibles de 2001 à 2007². Cette position a été adoptée alors que l'intensification des inégalités de revenus était de plus en plus évidente. Malheureusement, la récession économique mondiale est venue mettre à terme à cette réanimation du salaire minimum.

Le graphique 2 montre les attaques portées à l'évolution à long terme du salaire minimum par rapport au salaire moyen pour le même groupe de pays auquel sont ajoutées la Turquie et la Roumanie.

**Un récent rapport de l'OIT
révèle un écart salarial
de 25 dollars US par
mois entre des ouvrières
cambodgiennes et leurs
homologues masculins.**

Aux États-Unis, la valeur réelle du salaire minimum a considérablement chuté de 1980 à 2006, diminuant de plus d'un quart.

À l'exception de la France et du Luxembourg, il apparaît clairement que les salaires minimums n'ont pas augmenté de concert avec les salaires moyens dans les années 1970 et 1980. Le ralentissement de cette tendance au cours des années 1990 est lié à la stagnation des salaires moyens alors que la valeur réelle des salaires minimums ne s'est pas améliorée non plus.

Le graphique 3 révèle les changements opérés au niveau du salaire minimum réel de 2008 à 2012 pour un plus grand nombre de pays. Depuis 2008, la plupart des pays, exception faite de l'Espagne et de la Grèce, ont au moins maintenu la valeur réelle du salaire minimum.

Lorsque la crise économique mondiale a débuté, plusieurs institutions internationales ont reconnu le rôle important que les salaires minimums pouvaient jouer pour en atténuer les effets négatifs. L'Organisation internationale du Travail (OIT), dans sa Déclaration sur la justice sociale de 2008, s'est elle-même engagée à :

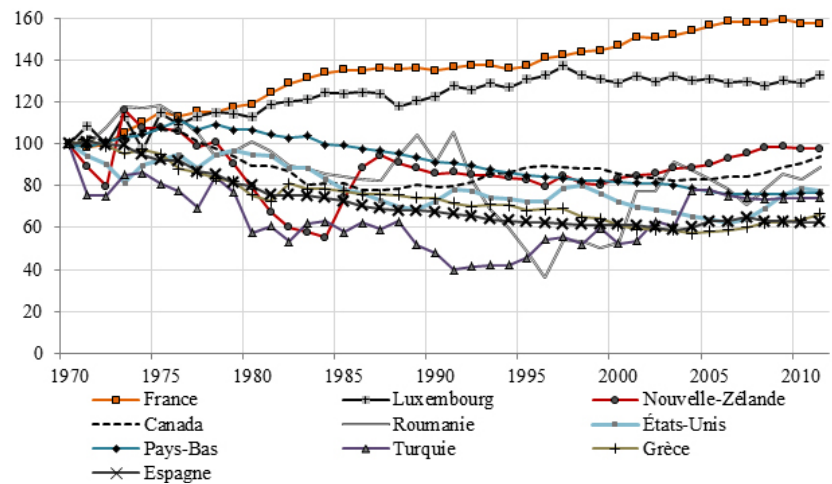
«[...] prendre et renforcer des mesures de protection sociale – sécurité sociale et protection des travailleurs – durables et adaptées aux circonstances nationales, en particulier [...] la possibilité pour tous d'une participation équitable aux fruits du progrès en matière de salaires et de gains, de durée du travail et autres conditions de travail, et un salaire minimum vital pour tous ceux qui ont un emploi et ont besoin d'une telle protection.»³

L'OIT a réaffirmé les priorités relatives aux salaires minimums dans son Pacte mondial pour l'emploi de 2009 :

«Les gouvernements devraient envisager des options, telles qu'un salaire minimum, qui puissent réduire la pauvreté et les inégalités, accroître la demande et contribuer à la stabilité économique.»⁴

Récemment, la Commission européenne a aussi émis quelques commentaires utiles

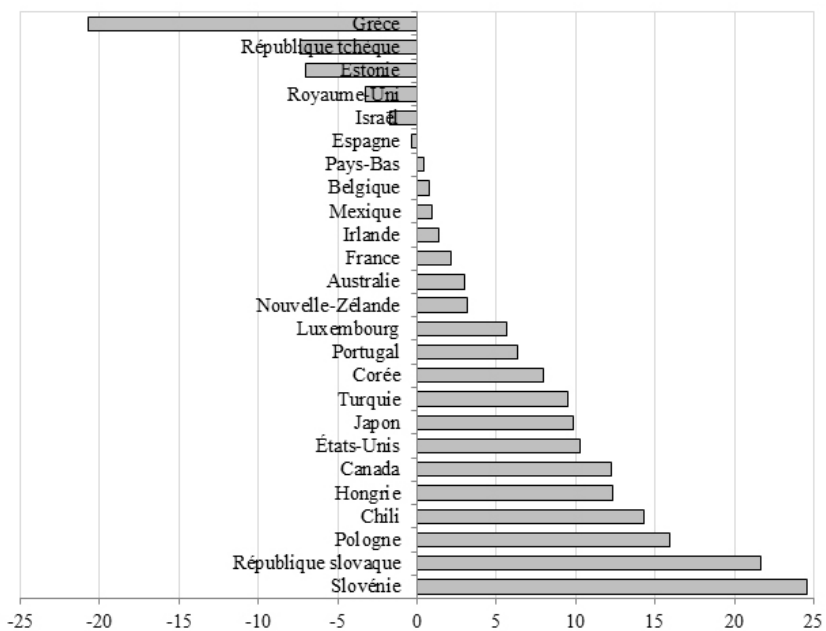
Figure 2: Long-term development of the minimum to average wage ratio (1970=100)



Note : Les données concernant l'évolution réelle du salaire minimum ne sont pas disponibles pour cette période pour la Turquie et la Roumanie.

Source : OCDE (2013) Minimum Wage Database (Base de données sur le salaire minimum)

Graphique 3 : Variation en pourcentage du salaire minimum horaire réel mesuré en PPA en dollars US (2008-2012)



Source : OCDE (2013) Minimum Wage Database (Base de données sur le salaire minimum)

à propos des salaires minimums et de la pauvreté :

«Avant même la crise, l'emploi n'a pas toujours préservé de la pauvreté, et le taux de travailleurs pauvres dans l'Union demeure supérieur à 8 %. La pauvreté menace surtout les intérimaires, les ménages à faible intensité de travail et les familles monoparentales dont le chef de ménage travaille, surtout dans les pays où les écarts salariaux sont importants

et où les salaires minimaux sont faibles. La fixation de salaires minimaux adaptés peut aider à prévenir une augmentation du nombre de travailleurs pauvres et est importante pour garantir la qualité d'emplois décents.»⁵

Pourtant, la Commission européenne a été l'un des principaux instigateurs de la chute spectaculaire des salaires minimums en Grèce. Elle a en effet soutenu des

réformes du travail draconiennes et de fortes restrictions salariales dans des pays comme le Portugal, la Bulgarie, la Roumanie et l'Espagne.

Le Fonds monétaire international (FMI) a aussi pris des positions différentes sur le sujet. Sa *Fiche technique - Les conseils du FMI sur les questions liées à l'emploi* débutent en rappelant aux lecteurs que «les Statuts du Fonds monétaire international lui assignent notamment pour mission de "contribuer à l'instauration et au maintien de niveaux élevés d'emploi et de revenu réel"».

Cependant, l'importance de préserver les revenus réels est vite oubliée à mesure que le FMI énumère ses conseils politiques :

«Sur le long terme, un plus large faisceau de politiques et d'institutions influence le fonctionnement des marchés et l'ampleur de la création d'emplois. Souvent, des aménagements doivent être apportés à ces politiques et institutions pour doper la croissance et la création d'emplois. Ces aménagements peuvent être parfois politiquement controversés et difficiles à mettre en œuvre. Une réduction du coût du travail peut s'imposer par exemple.»⁶

L'OIT et la Banque mondiale ont examiné les mesures politiques adoptées pour faire face à la crise dans 77 pays, de 2008 à 2010 et ont mis au jour que 33 pays (43 %) ont augmenté la valeur nominale du salaire minimum depuis la récession et que 16 pays (21 %) ont procédé à une augmentation réelle du salaire minimum au cours de la période.

3. Les effets de l'instauration de salaires minimums sur l'inégalité

Nombre de recherches universitaires reconnaissent largement le rôle qu'un salaire minimum vital peut jouer dans la réduction des inégalités salariales.⁷ Le graphique 4 est un simple nuage de points représentant le lien entre la valeur du salaire minimum et le degré de dispersion salariale entre les 10 % de personnes qui gagnent les salaires les plus élevés et les

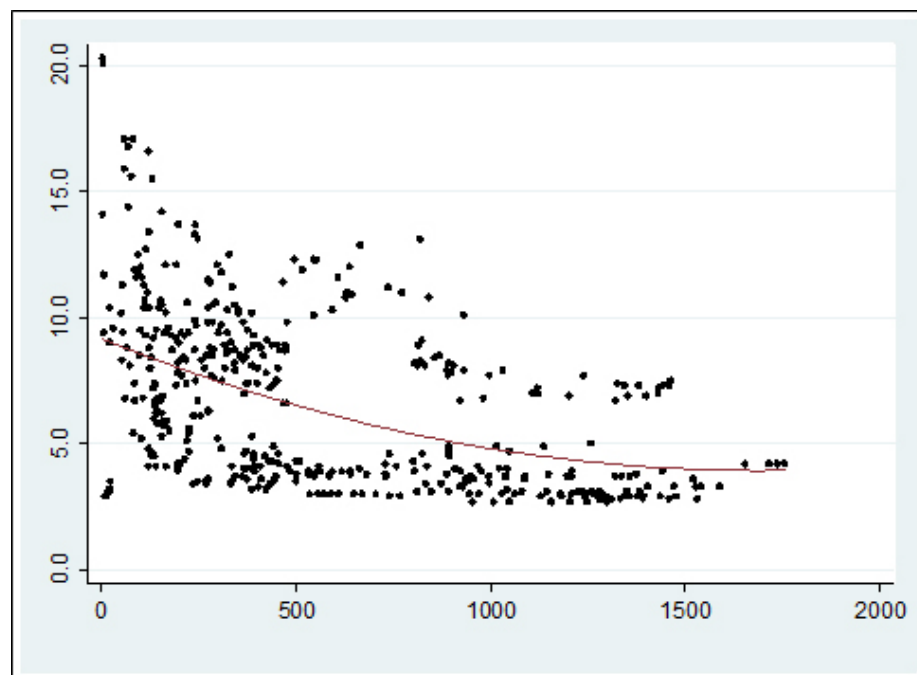
10 % se situant au bas de l'échelle. Les données suggèrent l'existence d'une relation plutôt négative de sorte que des salaires minimums plus élevés mènent à un écart de rémunération moindre entre ceux en haut et en bas du nuage de points. Sur le terrain, la véritable force de ce lien dépend de facteurs comme le niveau, la couverture, l'application, la taille de l'économie informelle et la forme de la moitié supérieure de la répartition des salaires.

Les effets du salaire minimum sur la pauvreté sont moins concluants, notamment parce que la pauvreté en soi n'est mesurable qu'en termes relatifs. L'impact dépend aussi de la répartition des faibles salaires au sein des ménages pauvres et de l'efficacité de la mise en œuvre des réglementations relatives au salaire minimum. Le graphique 5 montre bien que la proportion de travailleurs pauvres est importante dans bon nombre de pays en développement et émergents. Cela se vérifie également

dans les économies avancées. Dans son dernier Rapport mondial sur les salaires, l'Organisation internationale du Travail (OIT) a instamment demandé à ses 185 États Membres de recourir plus efficacement aux politiques relatives au salaire minimum afin de réduire le nombre de travailleurs pauvres.⁸

Le salaire minimum est un excellent outil pour garantir un revenu décent pour les travailleurs migrants, pour les jeunes, pour celles et ceux employés de façon précaire et pour réduire l'écart salarial entre hommes et femmes.

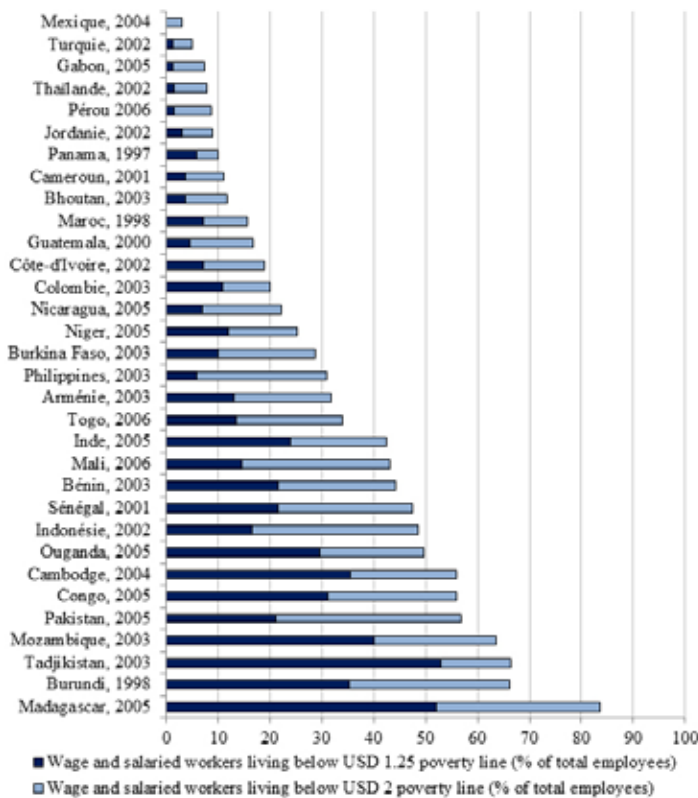
Graphique 4 : Nuage de points représentant le salaire mensuel minimum nominal en parité de pouvoir d'achat en dollars US (axe des x) par rapport au taux du 9e au 1er décile salarial (axe des y).



Note : Les pays sont l'Albanie, l'Argentine, l'Arménie, l'Australie, l'Azerbaïdjan, la Belgique, le Brésil, le Canada, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, l'Équateur, l'Espagne, l'Estonie, les États-Unis, la France, la Grèce, le Honduras, la Hongrie, l'Indonésie (le salaire minimum a été calculé en tant que moyenne pondérée par province, en fonction des salariés dans chaque province), l'Irlande, Israël, le Japon, le Kazakhstan, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, Malte, le Mexique, les Pays-Bas, la Nouvelle-Zélande, Panama, le Pérou, la Pologne, le Portugal, la République de Corée, la République de Moldavie, la République tchèque, le Royaume-Uni, la Slovaquie, la Turquie, l'Uruguay et le Venezuela.

Source : Base de données de l'OIT sur le salaire minimum ; parité de pouvoir d'achat exprimée en dollars US provenant des indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale.

Graphique 5: Travailleurs pauvres en tant que pourcentage du nombre total de salariés



Source : OIT (2012), Rapport mondial sur les salaires 2012-13, Genève, page 41.

3.1 Le salaire minimum et son incidence possible sur l'emploi

95 % des personnes interrogées étaient d'avis que «toutes les sociétés, toutes les entreprises et tous les employeurs devraient payer les travailleurs un salaire raisonnable indépendamment du lieu où ils travaillent» (Sondage d'opinion mondial de la CSI de 2013)

Les opposants au salaire minimum prétendent souvent que les travailleurs vulnérables n'en profiteront pas, car leur emploi sera supprimé lorsque les coûts du travail augmenteront.

Ils tirent cette conclusion d'un modèle ultra-simpliste de l'offre et de la demande qui n'a que trop influencé la politique pendant des décennies.

Toutefois, cette représentation part du principe que les chefs d'entreprise ne contrôlent pas les prix des produits qu'ils vendent aux clients et qu'ils ne disposent d'aucune marge de manœuvre pour accroître les salaires. Elle ne tient donc pas compte du fait que les sociétés font des bénéfices, ont de l'influence et occupent une place dominante sur le marché.

Le modèle part aussi du principe que les travailleuses et les travailleurs sont homogènes, qu'ils disposent de toutes les informations pertinentes sur l'entreprise et sur les possibilités d'emploi à l'extérieur, et qu'ils font preuve d'une souplesse telle qu'ils peuvent déménager dans tout le pays pour démarrer instantanément un nouvel emploi.

Le monde réel, où les situations familiales peuvent influencer les décisions de recrutement, où les discriminations élémentaires peuvent déterminer qui obtient un emploi, où les travailleurs subissent des intimidations pour accepter des salaires et des conditions qui ne reflètent pas leur contribution à l'entreprise, n'est en aucun cas pris en considération. De la même manière, il n'est jamais envisagé que le personnel profite d'une augmentation salariale pour acheter de la nourriture, des vêtements ni pour se loger, et donc créer de nouveaux emplois. Ce modèle prévoit que toute augmentation salariale ne fait qu'accroître les coûts pour les employeurs et accélérer l'inflation, et n'envisage jamais qu'une telle hausse génère une croissance plus rapide en augmentant la demande intérieure, en stimulant la productivité ou en améliorant l'environnement de travail.

Les résultats empiriques présentent une tout autre réalité. Deux universitaires américains, David Card et Alan Krueger, ont tiré profit d'une différence entre les salaires minimums de deux états voisins (New Jersey et Pennsylvanie) alors que la plupart des autres caractéristiques qui pouvaient influencer l'emploi étaient fort similaires. Ils ont examiné ce qui se passait dans l'industrie de la restauration rapide lorsqu'un état augmentait le salaire minimum, mais pas l'autre et ont constaté que toute augmentation du salaire minimum contribuait à la création d'emplois supplémentaires.⁹ Les auteurs ont alors fortement remis en cause les méthodes d'estimation utilisées dans les études précédentes qui avaient conclu qu'une hausse du salaire minimum induisait une augmentation du chômage.¹⁰

L'introduction d'un salaire minimum national au Royaume-Uni en 1999 et ses ajustements à la hausse successifs ont fourni davantage de données sur le sujet pour analyser les relations entre le salaire minimum, l'emploi, la pauvreté et les inégalités de revenus. La littérature britannique confirme clairement qu'il n'y a eu aucun effet négatif majeur sur l'emploi pour les personnes faiblement rémunérées à la suite de l'instauration d'un salaire minimum, mais qu'en revanche son introduction a amélioré le bien-être des travailleurs percevant un faible salaire et des groupes marginaux sur le marché du travail.¹¹ Les prédictions des hommes politiques conservateurs du Royaume-Uni vers le milieu des années

Dans son dernier Rapport mondial sur les salaires, l'Organisation internationale du Travail (OIT) a instamment demandé à ses 185 États Membres de recourir plus efficacement aux politiques relatives au salaire minimum afin de réduire le nombre de travailleurs pauvres.

1990, selon lesquelles un salaire minimum national entraînerait une perte massive d'emplois, se sont donc révélées fausses. Comme l'a fait remarquer la *Low Pay Commission* britannique (Commission des bas salaires):

«Étonnamment, un consensus est apparu entre le gouvernement, le monde du travail, les syndicats et les universitaires qui estiment tous que l'instauration d'un seuil salarial n'a pas eu d'effets négatifs conséquents [...] Près de huit entreprises sur dix [...] soutiennent le principe d'un salaire légal. À peine 4 % s'opposent à cette idée.»¹²

L'argument régulièrement avancé est que les petites entreprises (qui, dans la plupart des pays développés, emploient entre 60 et 80 % de la main-d'œuvre) souffriraient le plus de l'imposition d'un salaire minimum et seraient forcées de fermer.

En réalité, le *Fiscal Policy Institute* (Institut de la politique fiscale) a découvert qu'aux États-Unis, la croissance des petites et moyennes entreprises (PME) et des emplois était plus forte dans les états qui disposaient de salaires minimums plus élevés.¹³ L'une des explications pourrait être qu'un salaire minimum plus haut génère une plus forte concurrence sur d'autres éléments que le salaire, ce qui peut améliorer la productivité et améliorer la croissance des PME.

Des études dans les économies émergentes, comme au Brésil, en Indonésie, en Inde et en Afrique du Sud, suggèrent aussi que le salaire minimum a une incidence insignifiante ou positive sur l'emploi, et des effets souhaitables sur la pauvreté et/ou les inégalités de revenus.¹⁴

Même l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), dans son Étude révisée sur l'emploi, estimait qu'il «pourrait être néanmoins intéressant, puisque les effets négatifs des salaires minimums sur l'emploi apparaissent nuls ou modestes dans un grand nombre d'études, d'utiliser cet outil dans le cadre d'une politique sociale qui viserait à atténuer la pauvreté tout en étant axée sur l'emploi.»¹⁵

Un document d'information complet de la Banque mondiale, *Rapport sur le développement dans le monde 2013*, a aussi conclu que les salaires minimums n'avaient pas d'effets négatifs importants sur le marché du travail.¹⁶

De plus, une étude a révélé que l'on cite plus régulièrement des résultats qui montrent que des salaires minimums plus élevés ont des effets négatifs sur l'emploi et qu'on leur apporte plus d'importance dans des documents politiques alors même que la majorité des études parviennent à des résultats non concluants.¹⁷ Cette constatation renforce le soupçon selon lequel les débats à propos des salaires minimums entre universitaires et décideurs politiques sont plus souvent alimentés par des idéologies que par des éléments concrets.

Environ la moitié des 118 pays ayant fixé un salaire minimum ont mis en place un salaire inférieur pour les jeunes. Cette décision s'appuie sur des études néolibérales selon lesquelles si les effets généraux des salaires minimums ne sont pas concluants, des groupes précis de travailleurs sont négativement touchés, surtout les très jeunes et les vieux.¹⁸

La Commission de l'application des normes de l'OIT a clairement énoncé qu'un salaire minimum plus faible qui ne se justifie que par l'âge constitue un acte de discrimination et viole le principe d'un salaire égal pour un travail égal. Et d'ajouter: «la quantité et la qualité du travail mené devraient être le facteur décisif au moment de déterminer le salaire».¹⁹

Au Royaume-Uni, la *Low Pay Commission* a commissionné deux études qui ont conclu que le salaire minimum n'avait pas d'effets négatifs sur l'emploi des jeunes.²⁰ Reich et Dube ont aussi mis en cause l'existence d'un lien de causalité négatif en recourant à des techniques d'analyse économétriques de haut niveau.²¹

3.2 Les conséquences de l'instauration de salaires minimums sur la structure salariale, sur la productivité et sur l'inflation

L'instauration d'un salaire minimum vital pourrait aussi avoir des effets sur les salaires des travailleuses et des travailleurs situés plus haut sur l'échelle de répartition des salaires.

La théorie néolibérale suggère souvent qu'un salaire minimum plus élevé aura une incidence négative sur les salaires des travailleurs du secteur informel en réduisant le nombre d'emplois formels disponibles et en obligeant davantage de personnes à chercher un moyen de subsistance dans l'économie informelle. Cette arrivée de main-d'œuvre dans l'économie informelle ferait chuter les salaires.

En fait, les preuves montrent qu'une augmentation du salaire minimum aurait le même effet dans l'économie informelle que dans le secteur formel en montrant objectivement que les niveaux salariaux ont besoin d'être remontés et en donnant une indication de l'ampleur de cette hausse. Certains auteurs en parlent comme «l'effet phare» (*light house effect* en anglais).²²

Une autre prédiction de la théorie néolibérale est qu'une hausse des salaires minimums augmente l'inflation, ce qui implique des revenus plus faibles pour toutes et tous. Cependant, les effets de l'inflation ne sont pas répartis équitablement entre les groupes de revenus. Les personnes percevant de faibles revenus doivent dépenser une plus grande part de leurs revenus à l'achat de produits et de services de base simplement pour survivre.

Dans la grande majorité des cas, une hausse du salaire minimum entraîne une

4.2 Les institutions qui fixent le salaire minimum

Les réglementations internationales sur les salaires minimums prévoient que la création d'un système salarial revient principalement au gouvernement. Près de 90 % des États Membres de l'OIT, soit plus de 166 pays dans le monde, disposent d'un système de fixation des salaires minimums.

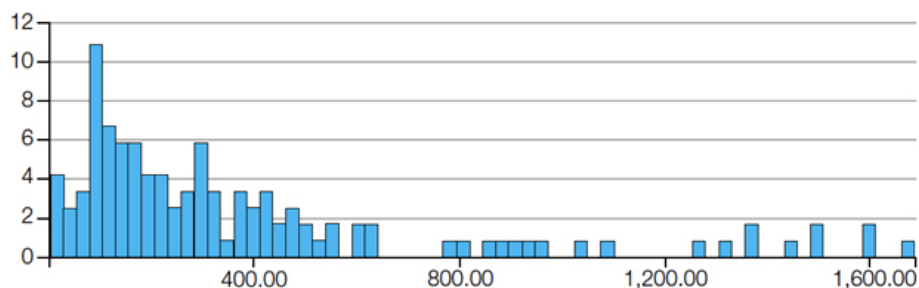
Les effets pratiques des salaires minimums dépendent de nombreux facteurs.

Eyraud et Saget (2005) ont estimé que les facteurs les plus importants à prendre en considération au moment d'établir le niveau du salaire minimum étaient l'inflation/le coût de la vie, la situation économique générale et les niveaux des salaires. D'autres facteurs sont la capacité des entreprises à payer et les avantages sociaux.³¹

Le graphique 6 représente la dispersion des niveaux de salaire minimum, mesurés en parité de pouvoir d'achat en dollars US pour une série de pays dans le monde et allant de 1.755 dollars US au Luxembourg à 31 dollars US au Kirghizistan.

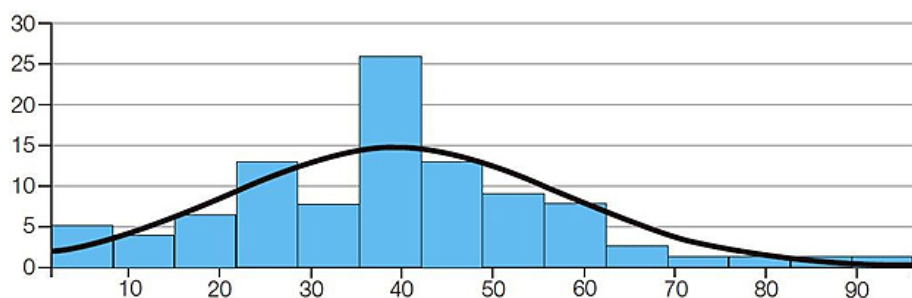
Les preuves montrent qu'une augmentation du salaire minimum aurait le même effet dans l'économie informelle que dans le secteur formel en montrant objectivement que les niveaux salariaux ont besoin d'être remontés et en donnant une indication de l'ampleur de cette hausse.

Graphique 7 : Niveau des salaires minimums (2009 ou dernière année disponible, PPA en dollars US, OIT) de 120 pays (pourcentages)



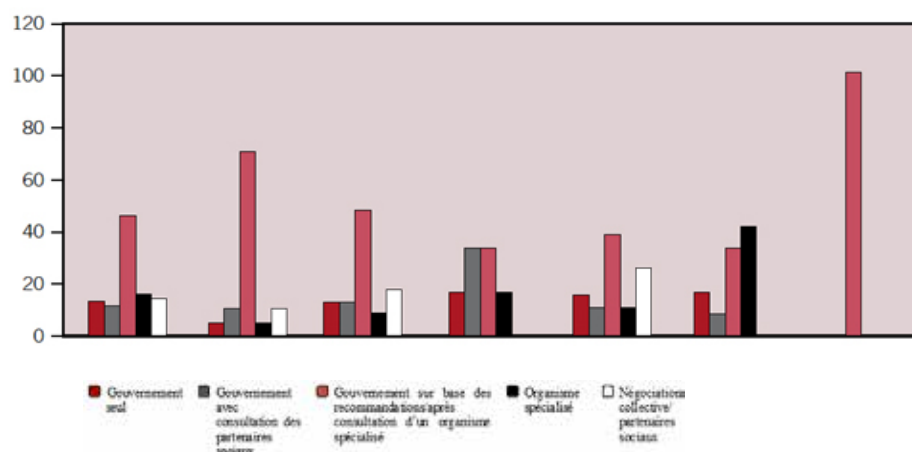
Source : Sangheon Lee (2012), Le classement des réglementations du travail à l'épreuve de la diversité des salaires minima, *Revue internationale du travail*, Vol. 151, n° 3, page 265.

Graphique 8 : Rapport entre les salaires minimums et les salaires moyens (OIT) de 77 pays (pourcentages)



Source : Sangheon Lee (2012) "Varieties of minimum wage system" through the dubious lens of indicator-based rankings, *International Labour Review*, Vol. 151, No. 3, p. 265.

Graphique 9 : Salaires minimums et dialogue social (% de pays pour lesquels des informations sont disponibles)



Source : Patrick Belser et Kristen Sobeck (2012), À quel niveau les pays devraient-ils établir leurs salaires minimums?, *Journal international de recherche syndicale*, vol. 4, numéro 1, pages 126.

Le graphique 7 montre que la plupart des salaires minimums sont faibles, pas uniquement lorsqu'ils sont mesurés en termes absolus.

Même en comparant les salaires relatifs aux salaires moyens (voir graphique 8), les salaires minimums sont trop faibles dans la majorité des pays pour refléter le coût réel de la vie. Environ 60 % des 77 pays étudiés ont un salaire minimum

équivalant à 40 % du salaire moyen ou moins.

Pour Anker (2011), les facteurs déterminants pour fixer les salaires minimums ne sont pas plus subjectifs que ceux utilisés pour mesurer la pauvreté, le chômage et le revenu national.³² Des chercheurs du MIT ont mis au point une méthode de calcul détaillée pour établir un salaire vital dans tous les États-Unis en fonction de la taille de la famille et de la ville.³³

Il doit couvrir des besoins essentiels comme l'alimentation, les vêtements et le logement des travailleurs et de leur famille, ainsi que les médicaments, le transport, l'éducation et leur permettre d'épargner pour l'avenir; il doit aussi pouvoir se gagner dans des heures de travail raisonnables.³⁴

Le bon fonctionnement d'un système de salaires minimums dépend principalement de la qualité des institutions, de la tenue d'un dialogue constant et de l'engagement de parties prenantes.

Eyraud et Saget (2005) analysent les différences entre les mécanismes de fixation des salaires minimums existants et les classent en quatre catégories en fonction des acteurs concernés (gouvernement ou partenaires sociaux) et de sa couverture (nationale/régionale ou sectorielle/professionnelle).³⁵

Dans la plupart des pays, le taux du salaire minimum national ou régional est fixé par le gouvernement ou par un organe tripartite. Cela n'empêche pas que des conventions collectives établissent des salaires supérieurs au salaire minimum.

Ailleurs, le gouvernement ou une instance tripartite fixe plusieurs taux pour les salaires minimums en fonction des secteurs et/ou des professions. Il s'agit du deuxième type de système le plus fréquent que l'on retrouve principalement dans les pays en développement, surtout en Amérique latine et dans les anciennes colonies anglaises.³⁶

La troisième catégorie, au sein de laquelle les pays fixent les salaires minimums nationaux par négociations collectives, est la moins fréquente. Selon ce système, des taux supérieurs peuvent être établis pour des secteurs ou des professions spécifiques.

La quatrième catégorie, où plusieurs salaires minimums sont fixés par négociations collectives, est la deuxième option la moins fréquente et exige un environnement sophistiqué de négociation collective. Des pays comme l'Allemagne, la Namibie, l'Italie, la Finlande, la Norvège, la Suède et l'Autriche appartiennent à ce groupe. Pour que ce système soit efficace, les conventions collectives doivent avoir une couverture étendue.

En empêchant les directions des entreprises de se concurrencer en adoptant des stratégies de faibles salaires, d'autres idées de changement naissent en vue d'améliorer la productivité ou de réduire les coûts.

Sur tous les pays pour lesquels des informations sont disponibles, 13 % établissent les salaires sans consultation, 11 % le font après concertation avec les partenaires sociaux et 45 % à la suite de consultations ou de recommandations avec une instance tripartite spécialisée. Dans 16 % des pays, un organe spécialisé à la structure tripartite prend la décision de façon indépendante et dans 14 % des pays, les partenaires sociaux décident sans intervention de l'état.³⁷

5. Différentes expériences nationales

L'Allemagne, l'Indonésie, l'Uruguay, les États-Unis et la Zambie

Les profils effectués pour ces cinq pays expliquent la façon dont leur système de salaires minimums fonctionne et mettent en exergue leurs forces et faiblesses respectives. La volonté politique et la forte participation des syndicats sont les éléments les plus importants pour parvenir à un salaire minimum permettant aux travailleuses et aux travailleurs de vivre.

5.1 Allemagne

Ces dernières années, l'Allemagne est devenue le pays que la Commission européenne, le Fonds monétaire international, la Banque centrale européenne et les économistes néoclassiques citent en référence aux autres pays européens en matière de réformes du marché du travail et pour illustrer le besoin de réduire les salaires pour stimuler la compétitivité internationale. Pourtant, comme nous l'avons constaté dans le dernier rapport Nouveaux fronts, même si les taux officiels du chômage en Allemagne restent relativement bas, les résultats généraux du marché du travail sont bien



Photo: DGB - Claudia Falk

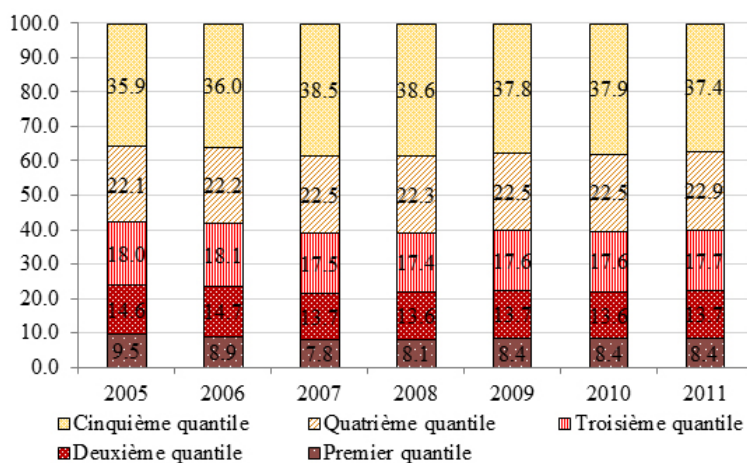
moins impressionnants. La croissance de l'emploi se concentre principalement dans diverses formes de travail précaire. Le récent rapport progouvernemental sur la pauvreté et la richesse a révélé que le travail précaire avait augmenté : représentant approximativement 20 %

du nombre total d'emplois en 2000, ce chiffre s'élevait à plus de 25 % en 2011, conséquence directe des réformes de Hartz du début des années 2000.³⁸

De 2000 à 2012, le nombre de personnes disposant d'un emploi à temps plein a diminué de 1,44 million de personnes alors que le nombre de personnes employées à temps partiel a augmenté de 3,12 millions. Cela signifie que le nombre des travailleuses et des travailleurs à temps partiel est en hausse de plus de 7 points de pourcentage, atteignant 34,4 %. Le nombre de personnes obligées d'avoir

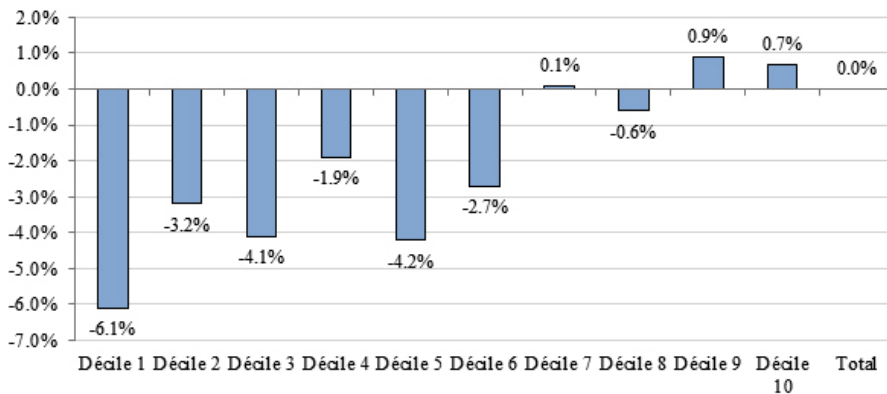
Le nombre de personnes obligées d'avoir deux emplois pour joindre les deux bouts a doublé pour la même période et atteignait 3 millions.

Graphique 10 : Évolution des parts des quintiles du revenu national disponible



Source : Commission européenne (2013), Base de données Eurostat (SILC).

Graphique 11 : Évolution des gains réels bruts des travailleurs à temps plein par décile de revenus, de 2007 à 2011



Source: Bundesministerium für Arbeit und Soziales (2013) Lebenslagen in Deutschland – Armuts und Reichumsberichterstattung der Bundesregierung, March, pp. XXIV.

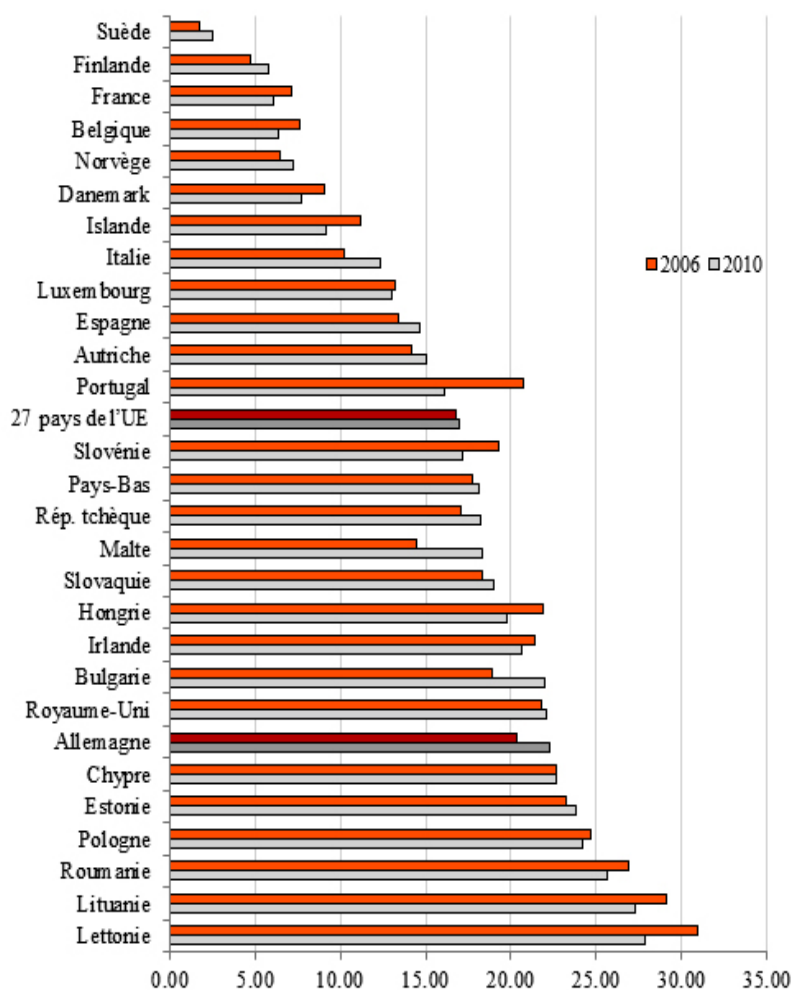
65 % des Allemands estiment que la législation ne protège pas suffisamment les travailleurs en matière de salaires équitables (Sondage d'opinion mondial de la CSI de 2013)

deux emplois pour joindre les deux bouts a doublé pour la même période et atteignait 3 millions.³⁹ Cette tendance est aussi manifeste dans le nombre croissant de personnes qui travaillent involontairement à temps partiel : En 2000, leur proportion atteignait 10,6 % et elle a pratiquement doublé en 2008 (20,8 %).⁴⁰ En 2012, on recensait 7,4 millions de «mini-emplois» ne s'accompagnant d'aucune couverture de la sécurité sociale.⁴¹ Ce changement, d'emplois à plein temps vers des formes atypiques de travail, se note aussi dans le volume d'heures travaillées. Entre 2000 et 2012, le volume total de travail a chuté de plus de 98 millions d'heures de travail.⁴²

Par conséquent, les inégalités se sont considérablement accrues en Allemagne. La part de la richesse privée (comprenant les biens immobiliers, l'épargne, les portefeuilles d'actions et d'obligations, et d'autres avoirs) détenue par les 10 % les plus riches de la population a augmenté de 45 % en 1998 à 53 % en 2008. Pour la même période, la richesse privée détenue par les 50 % les plus pauvres de la population a chuté d'un très faible 3 % à juste 1 %.⁴³ Cette dernière décennie, en Allemagne, les revenus des personnes pauvres et à revenu intermédiaire ont été si faibles qu'elles ont dû se rabattre sur leur épargne pour survivre. Les taux d'épargne des 70 % d'individus constituant le bas de l'échelle de distribution des revenus ont constamment chuté de 2001 à 2011, alors que les 10 % les plus riches de la population ont augmenté leur niveau d'épargne de 30,3 % en 2001 à 37,9 % en 2011.⁴⁴

Les réformes qui ont fait grand bruit, adoptées vers le milieu des années 2000, ont généré une forte hausse des inégalités de revenus. Le coefficient de Gini a grimpé de plus de 4 points de pourcentage,

Graphique 12 : Proportions des travailleurs faiblement rémunérés par rapport à l'ensemble des salariés (hors apprentis) en Europe



Source : Commission européenne (2013), Eurostat, Enquête sur la structure des salaires.

de 26,1 en 2005 à 30,4 en 2007, et s'est maintenu à ce haut niveau.⁴⁵

Les inégalités de revenus croissaient rapidement en Allemagne avant que la crise économique mondiale ne survienne. Le graphique 10 montre qu'en Allemagne, la part que représentent les revenus disponibles des 20 % les plus riches dans les revenus totaux a augmenté de 35,9 % en 2005 à 38,9 % en 2007. Pour la même période, la part des revenus disponibles des 20 % les plus pauvres par rapport aux revenus totaux a diminué de 9,5 % à 7,8 %. Étant donné que cette période a été caractérisée par une solide croissance économique, la hausse de l'inégalité de revenus révèle des défauts structurels considérables dans la façon dont les bénéfices de la croissance ont été distribués. La période qui a suivi, de 2007 à 2011, a été dominée par des turbulences sur les marchés financiers où les inégalités de revenus ont stagné principalement du fait d'une réduction des plus-values pour les riches.

Dans la dernière décennie, en dépit de la crise financière, les revenus des Allemands les plus aisés ont continué d'évoluer plus rapidement que ceux des pauvres. Alors qu'en 2000, les 10 % des ménages les plus riches disposaient de revenus (après impôts et transferts) 5,9 fois plus élevés que la tranche des 10 % les plus pauvres, ils étaient 6,7 fois plus élevés en 2010.⁴⁶

L'augmentation du salaire minimum à 8,50 euros par heure relancerait les dépenses des consommateurs de près de 19 milliards d'euros par an et n'aurait pas d'effet négatif sur l'emploi.

Dans le même temps, en Allemagne, l'inégalité salariale augmentait plus que les revenus disponibles. Le graphique 11 montre les tendances en gains réels des travailleurs à temps plein depuis 2007. Pour la grande majorité, les gains réels ont diminué ou stagné pendant cette période, et les personnes faiblement rémunérées ont connu de très fortes diminutions. Par exemple, les gains réels des travailleurs appartenant à la tranche inférieure des 10 % ont chuté de plus de 6 % en seulement quatre ans.

Parmi les 27 pays de l'Union européenne, l'Allemagne est classée à la septième place en termes de part la plus élevée

INFORMATIONS

La Confédération des syndicats allemands (DGB), aux côtés du Parti social-démocrate (SPD), a fait campagne pour obtenir un salaire minimum national de 8,50 euros par heure. La récente annonce des partis de la coalition gouvernementale de le mettre en œuvre en 2015 est une nouvelle positive.

de personnes faiblement rémunérées en 2010 (voir le graphique 12). Plus d'un cinquième de tous les salariés gagnent moins des deux tiers des revenus nationaux médians de 10,3 euros par heure.⁴⁷ Seules sont incluses les entreprises ayant au moins 10 salariés ; le pourcentage réel des personnes faiblement rémunérées est donc bien plus élevé, estimé à 24 % ou à plus de 8 millions de personnes.⁴⁸

Le volume de travail dans le secteur faiblement rémunéré est aussi frappant. En 2010, près de la moitié des personnes faiblement rémunérées travaillaient à temps plein, 22 % étaient à temps partiel et 30 % disposaient de mini-emplois ou d'emplois à très court terme. Un travailleur à plein temps employé dans le secteur faiblement rémunéré travaille en moyenne 45 heures par semaine et

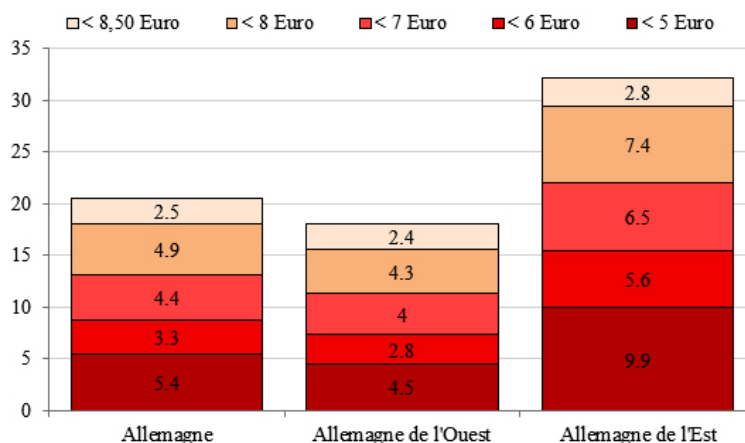
Michael Sommer, président de la Confédération allemande DGB et de la CSI



Photo: CSI

«En Allemagne, les personnes qui permettent au pays de rester dans la course et qui génèrent ses richesses méritent d'en recevoir une part équitable.»

Graphique 13 : Travailleurs faiblement rémunérés classés en fonction des différents niveaux de salaire horaire brut, en part de pourcentage (additionnel) du total des salariés.



Source : Thorsten Kalina und Claudia Weinkopf (2013), *Niedriglohnbeschäftigung 2011: Weiterhin arbeitet fast ein Viertel der Beschäftigten in Deutschland für einen Niedriglohn*, Inst. Arbeit und Qualifikation, Duisburg, IAQ-Report, 2013-01, page 10.

96 % des Allemands sont favorables à des lois qui fixent un salaire minimum (Sondage d'opinion mondial de la CSI de 2013)

un quart travaille au moins 50 heures. Le salaire net moyen pour un salarié faiblement rémunéré travaillant à temps plein s'élève à 5,30 euros par heure (soit 992 euros par mois), alors qu'un quart de ces travailleurs gagne 4,70 euros par heure ou moins.⁴⁹

L'Allemagne a un salaire plancher qui s'appuie sur des conventions collectives et sur des salaires minimums établis pour des régions ou des professions précises. Au moment de rédiger le présent rapport, les salaires minimums allaient de 7 euros par heures dans les services de blanchisserie dans l'est à 13,70 euros par heure pour les camionneurs et les opérateurs de machines dans l'ouest.⁵⁰

La Confédération des syndicats allemands (DGB), aux côtés du Parti social-démocrate (SPD), a fait campagne pour obtenir un salaire minimum national de 8,50 euros par heure.

Pour un travailleur célibataire à temps plein (travaillant 180 heures par mois), cela revient à un salaire brut mensuel de 1.530 euros et un salaire net estimé à environ 1.100 euros. Selon une étude menée par les syndicats allemands, cette mesure bénéficierait à plus de 9 millions

de personnes qui travaillent actuellement pour moins de 8,50 euros de l'heure, soit plus de 20 % de toute la main-d'œuvre (voir le graphique 13). Elle relancerait les dépenses des consommateurs de près de 19 milliards d'euros par an⁵¹ et n'aurait pas d'effet négatif sur l'emploi.⁵²

L'instauration d'un salaire minimum national de 8,50 euros permettrait aussi une hausse considérable de l'épargne. En juillet 2013, 4,45 millions de personnes bénéficiaient d'une aide sociale et 1,3 million d'entre elles, soit 30 %, travaillaient. La mise en place d'un salaire minimum national permettrait de réduire fortement le nombre de bénéficiaires qui travaillent. Près de 25 % des salariés bénéficiant de l'assistance sociale sont employés à plein temps et 18 % travaillent à temps partiel. Les professions les plus représentées chez ces travailleuses et travailleurs sont les services de nettoyage et le secteur de l'hôtellerie et de la restauration.⁵³

Ce type «d'emploi subventionné» a créé une exploitation extrême telle que les tribunaux allemands ont eu à décider le niveau sous lequel les salaires deviennent immoraux. Pendant des années, un restaurant a rémunéré ses employés 1,32 euro par heure alors qu'ils recevaient de l'aide du gouvernement pour s'assurer une existence minimale.

Le sentiment que la main-d'œuvre allemande est exploitée sur le marché du travail s'est répandu bien au-delà du mouvement syndical. Peu de temps avant les élections de septembre 2013, le *Financial Times* a mis en exergue la prolifération du travail précaire en Allemagne et l'échec des partis politiques conservateurs à résoudre ce problème.⁵⁴

Les magasins d'alimentation à rabais constituent l'une des industries connaissant la plus forte croissance en Allemagne, tendance qui reflète les contraintes budgétaires qui pèsent sur la plupart des familles de travailleurs.⁵⁵ Une association caritative, «Die Tafel e. V.», qui collecte des denrées et des produits de première nécessité pour celles et ceux qui en ont besoin, a fait état d'une hausse substantielle du nombre de personnes demandant de l'aide. Selon le rapport de 2012 de l'association, près de 1,5 million de personnes se rendaient toutes les semaines dans l'un de leurs 906 dépôts répartis sur tout le territoire national. La plupart d'entre elles étaient des parents célibataires, des retraités, des migrants, des chômeurs et, de plus en plus, des salariés faiblement rémunérés incapables de joindre les deux bouts. Un nombre croissant d'enfants dépendent des associations caritatives, représentant presque plus d'un tiers de tous les bénéficiaires dans l'un des pays les plus riches du monde.⁵⁶

Un travailleur à plein temps employé dans le secteur faiblement rémunéré travaille en moyenne 45 heures par semaine et un quart travaille au moins 50 heures.



Photo: Ikhlasil Amal

5.2 Indonésie

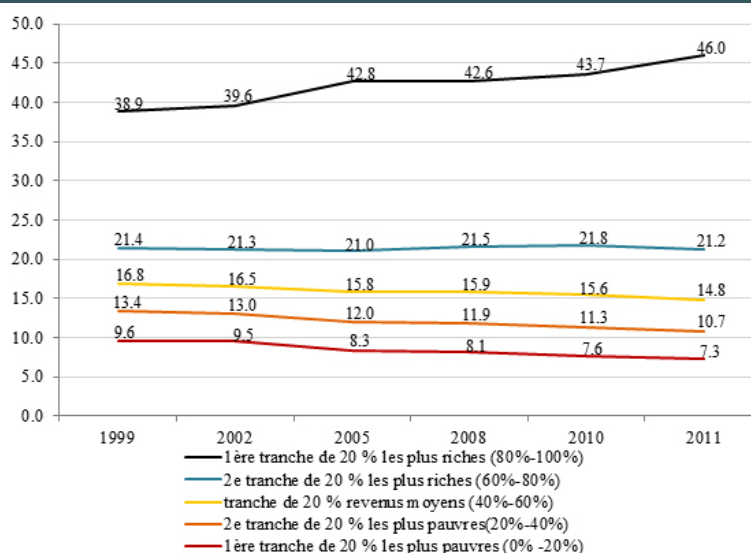
L'économie indonésienne a résisté à la crise économique mondiale en 2008 et a enregistré une forte croissance économique jusqu'il y a peu (plus de 6 % tous les ans sauf en 2009). Un programme de stimulation fiscale bien ciblé et une confiance plutôt modérée dans le secteur des exportations ont participé à ces bons résultats. De ce fait, le PIB réel par habitant (en prix de 2005) a augmenté de 60 % de 1.086 dollars US en 2000 à 1.731 dollars US en 2012.

Pourtant, les avantages de cette forte hausse n'ont pas été équitablement répartis. Les inégalités de revenus, mesurés en fonction du coefficient de Gini, ont considérablement augmenté, de 29,7 en 2000 à 38 en 2011.⁵⁷ L'accentuation des inégalités de revenus s'est également notée dans l'évolution de la part des revenus de groupes situés à différents points de la répartition des revenus (voir graphique 14). La part des revenus des 20 % de la population les plus riches a grimpé de 38,9 % en 1999 à 46 % en 2011, alors que celle du groupe le plus riche suivant a stagné et les 60 % les plus pauvres de la population ont vu leurs revenus diminuer.

Même si des progrès semblent avoir été accomplis en termes de réduction de la pauvreté, la véracité des données officielles est contestable⁵⁸ puisque le seuil de pauvreté est sous le seuil international extrêmement bas de 1,25 dollar US par jour utilisé par la Banque mondiale.⁵⁹

L'Indonésie a été durement touchée par la crise monétaire asiatique de 1997/1998 qui a provoqué une crise humanitaire et des troubles sociaux. Le gouvernement a été obligé d'emprunter au Fonds monétaire international et les conditions de prêt exigeaient d'importantes réformes structurelles qui ont provoqué une hausse

Graphique 14 : Part des revenus des différents quintiles en pour cent (1999-2011)



Source : Banque mondiale (2013), Indicateurs du développement dans le monde.

significative de la pauvreté.⁶⁰ Le nombre de personnes vivant avec moins de 2 dollars US par jour a augmenté de 25 millions de 1996 à 2000.⁶¹ Une autre conséquence de la crise a été la décentralisation du pouvoir politique en faveur des districts et des municipalités. Étant donné la distribution inégale des ressources naturelles et de la qualité des infrastructures dans ce vaste pays, cela a généré une répartition encore plus inégale de la pauvreté d'une région à l'autre (voir graphique 15).

Depuis les années 1990, le marché du travail indonésien a énormément évolué. Ces dix dernières années, la population a augmenté de 22 % ou environ de 45 millions de personnes alors que, dans le même temps, le taux de chômage chutait à 6,6 % en 2011 et le taux d'emploi

Au vu de ces tendances économiques diverses, les syndicats se sont concentrés sur les débats relatifs à un salaire minimum.

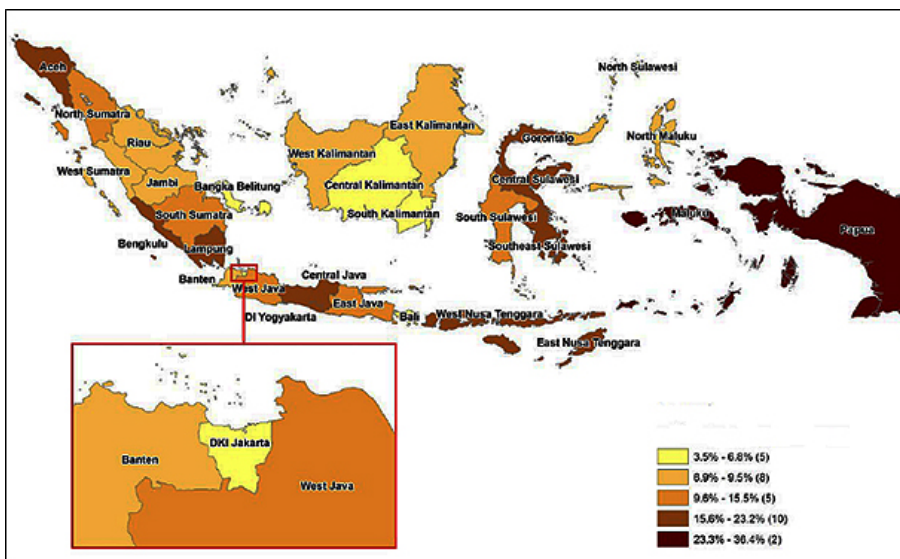
L'Indonésie ne dispose d'aucun mécanisme pour fixer un salaire minimum à l'échelle nationale. Les salaires minimums sont mis en place par les provinces ou au niveau des districts et des villes où des conseils des salaires surveillent l'évolution des prix. Une fois par an, en fonction des informations fournies par les partenaires sociaux et les experts, ces conseils émettent une recommandation au maire ou au gouverneur qui décide des ajustements du salaire minimum à tous les niveaux. Dans des zones urbaines comme Djakarta, Surabaya et Medan, un salaire minimum est également mis en place pour certaines professions.⁶³

94 % des Indonésiens soutiennent le principe d'un salaire minimum (Sondage d'opinion mondial 2013 de la CSI)

les salaires réels ont augmenté de 6,4 % pour atteindre 118 dollars US par mois après une croissance faible ou négative les années précédentes.⁶⁶

Toutefois, le respect du salaire minimum pose de sérieux problèmes. Le gouvernement a annoncé qu'il n'appliquerait pas l'augmentation la plus récente du salaire minimum aux petites et moyennes entreprises de Djakarta qui prétendent rencontrer des difficultés économiques. L'article 90 de la Loi du travail 13/2013 permet aux employeurs qui ne peuvent se le permettre de postposer le paiement des salaires minimums pour un laps de temps.⁶⁷ Plus de 490 entreprises ont demandé à être exemptées des récents ajustements et cinq grandes sociétés textiles de Djakarta figurent parmi les employeurs ayant reçu l'autorisation de ne pas payer le salaire minimum.⁶⁸

Graphique 15 : Taux de pauvreté par province (%) en 2010



Source : Riyana Miranti, Yogi Vidyattama, Erick Hansnata, Rebecca Cassells et Alan Duncan (2013), *Trends in Poverty and Inequality in Decentralising Indonesia* (Tendances de la pauvreté et de l'inégalité en Indonésie en cours de décentralisation), Documents de travail de l'OCDE Social, Employment and Migration, n° 148, OCDE, Paris, juin, p. 23.

augmentait pour atteindre 63,1 % en 2012. La proportion de personnes ayant un emploi vulnérable a chuté de 8,2 points de pourcentage entre 1998 et 2011 à 57,2 % ; la forte hausse de ces dernières années fait que cette proportion reste élevée. La grande majorité des personnes ayant un emploi vulnérable travaillent à leur compte ou aident des travailleurs de la famille. La part des travailleurs dans l'économie informelle par rapport à la main-d'œuvre non agricole totale s'est maintenue à 61,6 % en 2009 et n'a que peu changé dernièrement.⁶²

Actuellement, les salaires minimums vont de 830 roupies (76 dollars US) dans la province de Java occidentale à 2.200.000 roupies (201 dollars US) à Djakarta. En 2012/13, le salaire minimum a augmenté de 18,3 % en moyenne, ce qui représentait une hausse bien plus forte qu'au préalable (10,3 %). Les augmentations ont fortement varié d'une région à l'autre, de 3,4 % dans l'ouest de Sulawesi à 48,9 % dans l'est de Kalimantan.⁶⁴ Le taux d'inflation de 5,4 % en 2011 et de 4,3 % en 2012 a fait que l'impact réel de ces augmentations était assez spectaculaire⁶⁵ et représentait une grande victoire pour le mouvement syndical indonésien. En 2010,

Said Iqbal, président de la Confédération des syndicats indonésiens (KSPI)



Photo: Sebastiaan ter Burg

«Nous nous battons pour obtenir un peu de justice. Notre combat vise à s'assurer que les employeurs fournissent de meilleurs emplois et paient des salaires décents aux travailleurs alors que la croissance économique s'élève à 6 %.»⁶⁹

Les employeurs ont prétendu que les récentes augmentations du salaire minimum décourageraient les investissements étrangers et réduiraient les possibilités de croissance et d'emploi. Pourtant, des économistes de deux grandes banques internationales (UBS et Deutsche Bank) ont contesté ces affirmations. Pour Deutsche Bank, les zones urbaines ont connu une forte augmentation des emplois à l'automne 2012, après l'augmentation du salaire minimum, et l'investissement étranger est 25 % plus élevé que prévu. Les entreprises automobiles, qui font croître les emplois et améliorent la technologie, sont une source importante d'investissements étrangers.⁷⁰ Les sociétés textiles existantes ont aussi bénéficié de l'augmentation salariale du fait de la hausse des ventes de vêtements et ont commencé à ouvrir de nouveaux

Moins de deux tiers des Indonésiens estiment que la législation protège correctement les travailleurs en matière de salaires équitables (Sondage d'opinion mondial 2013 de la CSI)

magasins dans les zones urbaines. Le secteur public a également profité de l'augmentation grâce aux recettes fiscales directes et indirectes.⁷¹

La hausse de l'inflation et surtout l'augmentation des prix des carburants tiennent une place prépondérante dans les discussions actuelles sur le salaire minimum. Les syndicats indonésiens ont demandé une hausse de 50 % alors que les employeurs suggèrent une augmentation de 20 %.⁷²

Les événements macroéconomiques les plus récents suggèrent que l'incertitude économique augmente, mais ils sont principalement le fait de facteurs extérieurs, notamment l'annonce de la Réserve fédérale américaine de commencer à réduire ses mesures d'assouplissement quantitatif. Tout cela a engendré d'importantes sorties de capitaux et une forte baisse du taux de change de la roupie indonésienne par rapport au dollar des États-Unis. Ces derniers mois, la bourse indonésienne a également chuté de 23 % et les réserves de change ont diminué de 18 %. La diminution du taux de change implique que les importations deviennent plus chères alors que les exportations indonésiennes sont touchées par le ralentissement économique en Chine. Le surplus économique indonésien a ainsi été inversé et le pays est aujourd'hui confronté à un important déficit extérieur qui s'élevait à 2,3 milliards de dollars US en juillet 2013. L'inflation augmente du fait de la diminution des subventions

Les zones urbaines ont connu une forte augmentation des emplois à l'automne 2012, après l'augmentation du salaire minimum, et l'investissement étranger est 25 % plus élevé que prévu

pour les carburants, à cause de la chute du taux de change et de la hausse des prix d'importation.

Tous ces facteurs macroéconomiques montrent combien il est important de disposer d'une stratégie de croissance équilibrée qui diversifie la production et renforce le marché intérieur. De telles conditions ne sont pas sans conséquence sur les Indonésiens pauvres alors que les entreprises et les riches thésaurisent des dollars US afin de protéger la valeur réelle de leur richesse.⁷³

Il est désormais indispensable d'augmenter les salaires minimums pour entièrement compenser la hausse du coût de la vie et ainsi réduire la pauvreté et stopper les inégalités de revenus croissantes.



Photo: Rob Ali

5.3 Uruguay

L'histoire de l'Uruguay à propos du salaire minimum est unique. En 2002, le pays a été touché par la crise du taux de change argentin et est entré dans une période de fortes turbulences financières qui a paralysé l'économie réelle. La production a chuté de 10 % de 2001 à 2003 alors que le chômage atteignait un pic de 17 %.⁷⁴

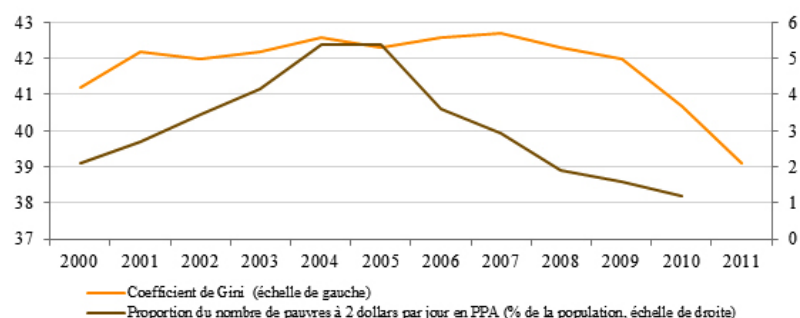
L'Uruguay, comme nombre de pays d'Amérique latine, est marqué par une forte inégalité de revenus qui a

considérablement augmenté vers le milieu des années 1990. Dans le même temps, en 1992, les conventions collectives ont été abandonnées sauf dans quelques secteurs précis.⁷⁵ En 1995, le coefficient de Gini s'élevait à 42,1 et est resté à ce niveau jusqu'en 2007 (voir graphique 16). Plus récemment, il a fortement diminué. Le nombre de personnes vivant dans la pauvreté extrême a augmenté, d'un modéré 2 % de la population en 2000 à plus de 5 % en 2004, avant de décliner fortement après 2005 pour repasser sous le niveau de 2000 (voir graphique 16).⁷⁶

En 2005, trois ans après la crise économique, un nouveau gouvernement a pris les rênes du pays et a initié une série de changements juridiques et institutionnels qui ont eu une très forte incidence sur la négociation collective, sur l'imposition et sur le système de transfert, ainsi que sur le fonctionnement du salaire minimum. Avant 2005, le salaire minimum réel avait diminué pendant 30 ans et n'avait pas un statut contraignant.⁷⁷ Il n'avait ainsi pas d'impacts réels sur le marché du travail et son rôle unique était d'être une référence pour différents paiements comme les

Grâce à des institutions du travail plus solides, notamment au niveau du salaire minimum, le PIB a connu une hausse moyenne de plus de 6 % de 2005 à 2008.

Graphique 16 : Inégalité et pauvreté en Uruguay de 2000 à 2011



Source: Banque mondiale (2013), *Indice du développement dans le monde pour la pauvreté*; OIT (2013), *Base de données sur les salaires dans le monde pour le coefficient de Gini*.

allocations familiales, les avantages sociaux, les indemnités d'incapacité et de chômage, ainsi que quelques avantages médicaux.⁷⁸

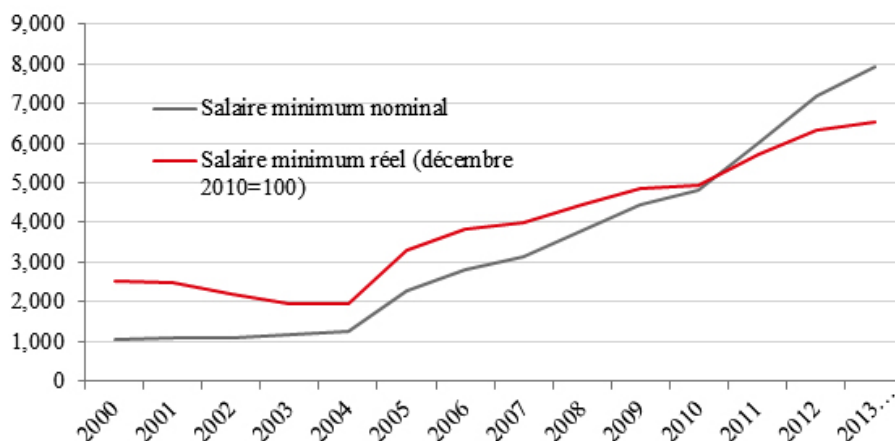
En raison de son lien avec la protection sociale et ses conséquences pour les dépenses publiques, il n'y a eu aucune augmentation du salaire minimum pendant de longues années et, étant donnée la forte inflation, sa valeur réelle a chuté. En 2002 et en 2003, le salaire minimum a diminué respectivement de 10,2 % et de 12,3 % (voir graphique 17)⁷⁹, de sorte qu'en 2004, il ne représentait que 12,3 % du salaire mensuel moyen.⁸⁰

Toutefois, la même année, le lien direct entre le salaire minimum et les versements sociaux a été brisé, et un nouveau point de référence indépendant, proche du salaire minimum, a été créé pour la protection sociale.⁸¹ L'année suivante, plusieurs réglementations du travail ont été consolidées, les conditions de travail des travailleurs domestiques se sont améliorées et les relations de travail triangulaires ont été strictement réglementées, notamment grâce à une législation relative à l'égalité salariale pour un travail de valeur égale. La loi a régi le droit aux congés payés annuels dans le secteur privé alors qu'il dépendait précédemment des conventions collectives. Le champ d'action de l'agence d'inspection du travail a été étendu afin de prévenir la discrimination antisyndicale et pour renforcer les activités des syndicats, même si le droit de se syndiquer n'est prévu que dans la Constitution, de même que dans les conventions nos 87 et 98 de l'OIT.⁸²

Au niveau national, le gouvernement fixe désormais le salaire minimum après consultation du Conseil tripartite composé de neuf membres du gouvernement, de six représentants des organisations d'employeurs et de six représentants des organisations syndicales.⁸³

Il existe aussi plusieurs conseils des salaires, chargés de négocier les salaires minimums dans différents secteurs et professions. Ces conseils se sont réunis pour la dernière fois en 1990 et il y avait un risque que les conventions collectives disparaissent complètement, mais les

Graphique 17 : Évolution du salaire minimum nominal et réel en pesos uruguayens



Source: Institut national de statistiques d'Uruguay (2013).

INFORMATIONS



Photo: Infosurhoy

En 2012, l'Uruguay a fait la une des journaux dans le monde alors qu'il devenait le premier pays à avoir ratifié la Convention sur le travail décent pour les travailleurs domestiques. Cette dernière accorde aux gens de maison les mêmes droits que les autres employés, y compris un salaire minimum.

En 2006, le gouvernement avait adopté la Loi 18065 qui intégrait les travailleurs domestiques au système sectoriel de fixation des salaires. Sur les 120.000 employés de maison en Uruguay, 73 % sont désormais couverts par la sécurité sociale, soit deux fois plus qu'en 2005.

conseils ont repris vie en 2005. Au sein du secteur privé, un nouveau conseil a vu le jour pour le secteur rural et un autre pour les travailleurs domestiques qui a débuté ses activités en 2008.⁸⁴

Grâce à ce changement d'environnement, le salaire minimum a connu une hausse réelle de 70 % en 2005, et une autre augmentation de 16 % a eu lieu en 2006, s'accompagnant depuis d'ajustements supérieurs au taux d'inflation (voir le graphique 17).⁸⁵

Grâce à des institutions du travail plus solides, notamment au niveau du salaire minimum, le PIB a connu une hausse moyenne de plus de 6 % de 2005 à 2008. Après une croissance plus faible en 2009,

l'Uruguay est rapidement reparti et a connu une croissance de 9 % et de 6 % en 2010 et en 2011. La dette du gouvernement a été quasiment réduite de moitié, passant de 104 % à 58 % du PIB de 2003 à 2010. Le taux de chômage a également chuté malgré la hausse considérable du salaire minimum : il a diminué de 17 % en 2003 à moins de 10 % en 2007, et se situait à 6,6 % en juin 2013.⁸⁶ Dans le même temps, le taux d'emploi a augmenté de 57,6 % en 2003 à 61,8 % en 2012.⁸⁷ Les salaires moyens, qui avaient diminué de 22 % de 2001 à 2004, sont repartis à la hausse grâce à des augmentations annuelles réelles d'environ 5 % alors que l'inflation était maintenue sous la barre de 10 %.⁸⁸



Photo: Several seconds

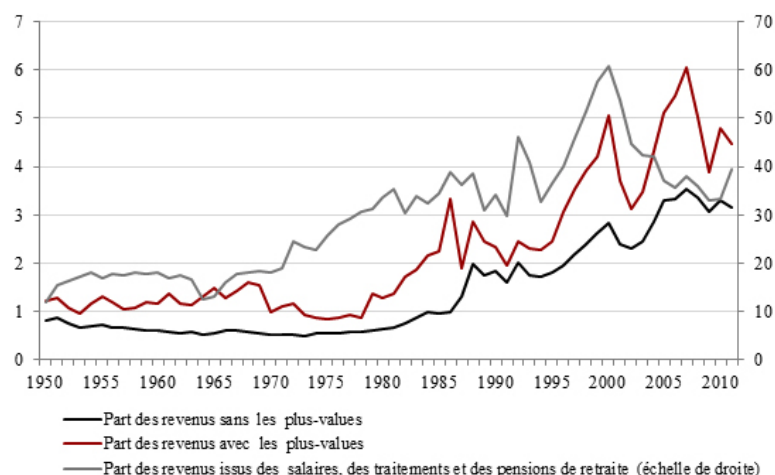
5.4 États-Unis d'Amérique

Beaucoup a été écrit sur l'inégalité salariale en hausse et les revenus sans cesse croissants des personnes extrêmement riches aux États-Unis. Depuis 1980, la part des revenus des personnes ayant les recettes les plus élevées (0,1 % de la population) a augmenté de 230 %. Pour la même période, la part de revenus totaux de ces «élites» du top 0,01 % a presque quadruplé comme le montre le graphique 18. Avant le début des années 1980, la part de ce groupe du «gâteau économique» était restée plutôt constante depuis 1950. Si l'on ne s'intéresse qu'aux revenus que ce petit groupe tire des salaires, des traitements et des pensions de retraite, ses membres reçoivent moins de 1 % des revenus totaux (ligne noire) et à peine plus que 1 % si l'on inclut les plus-values (ligne rouge). Pourtant à partir des années 1980, la part des revenus perçus par ces personnes excessivement riches a commencé à croître rapidement et a continué sur son élan pendant 30 ans malgré quelques variations courtes et abruptes.

Depuis le début des années 2000, le type de revenus de ces personnes a aussi considérablement changé: les plus-values tirées des investissements en actions, propriétés et autres placements ont pris une part bien plus importante dans les revenus généraux de cette élite. Dans le même temps, la part des salaires, des traitements et des pensions de retraite a

fortement diminué.⁸⁹ Pour les personnes très aisées, il est assez facile de manipuler leurs sources de revenus pour éviter les impôts et cette tendance s'explique de deux façons: l'expansion rapide des actifs financiers détenus par les riches et leur capacité à éviter l'imposition des gains générés par ces avoirs financiers.

Graphique 18 : Part des revenus (par source de revenus) des personnes les plus riches aux États-Unis (représentant 0,01 % de la population)



Source: Facundo Alvaredo, Anthony B. Atkinson, Thomas Piketty and Emmanuel Saez (2013), *The World Top Incomes Database* (Base de données sur les revenus les plus élevés au monde).

Deux tiers des travailleurs de l'industrie de la restauration rapide sont des femmes dont l'âge médian est 32 ans. Un quart du personnel de ce secteur a des enfants à charge.

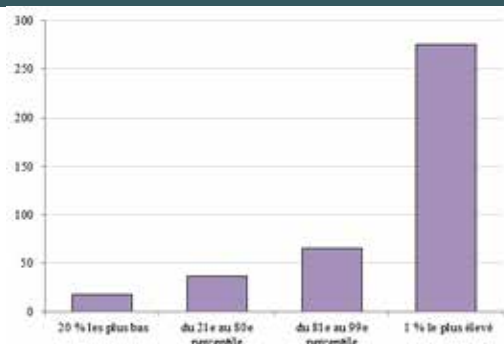
Cette augmentation de la part des revenus des personnes très riches s'est faite aux dépens du segment le plus pauvre de la société. Les revenus disponibles des ménages pauvres (les salaires et les traitements, les plus-values et les revenus, et les paiements de transferts sans les taxes) n'ont pas suivi la hausse moyenne des revenus. De 1979 et 2007, les revenus disponibles du cinquième de la population américaine représentant les plus pauvres ont augmenté de 18 % en termes réels (voir graphique 19) alors que ceux du pour cent de la population le plus riche ont cru de 275 %.

Cela a généré d'importants changements au niveau de la répartition des revenus (voir graphique 20). Les personnes les plus riches (1 %) ont plus que doublé leur part des revenus totaux disponibles (de 8 à 17 %) alors que la part des 80 % en bas de l'échelle de la répartition des revenus a diminué (voir graphique 20). De 2005 à 2007, les 20 % les plus riches de la population ont perçu un revenu après impôts plus élevé que la totalité des revenus du reste de la population.⁹⁰

Aux États-Unis, les systèmes d'imposition et de sécurité sociale sont devenus de plus en plus régressifs. De 1979 à 2007, les écarts de revenus (avant impôts et transferts) entre les personnes qui gagnent le plus et celles qui gagnent le moins ont augmenté d'environ un quart, et après avoir pris en considération l'effet des impôts et des paiements des prestations sociales, les différences sont encore plus marquées, augmentant de près d'un tiers.

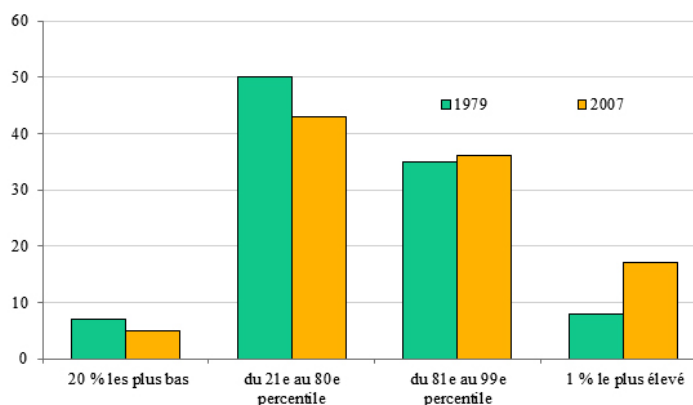
La principale raison à cela est la diminution des prestations sociales: en 1979, la tranche des 20 % de la population au plus bas de l'échelle de distribution des revenus percevait plus de 54 % de la totalité des prestations. En 2007, cette proportion n'était plus que de 36 %. Les changements au niveau du système d'imposition ont aussi joué un rôle

Graphique 19 : Croissance des revenus disponibles (après impôts et transferts) entre 1979 et 2007, par percentile de revenus



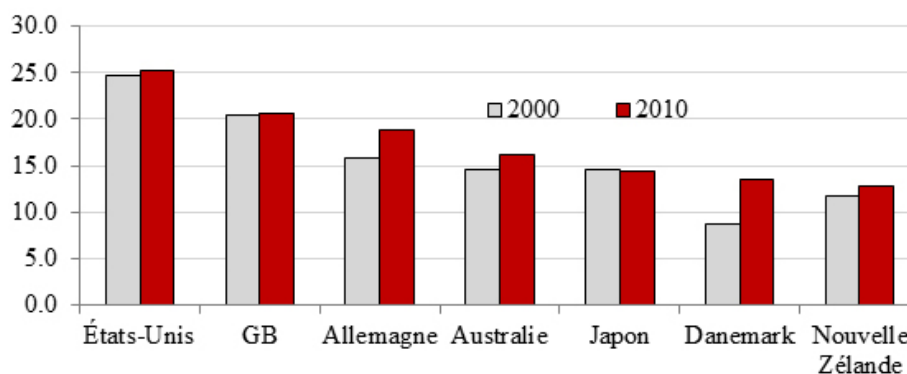
Source : Congrès des États-Unis (2011), *Trends in the Distribution of Household Income between 1979 and 2007* (Tendances de la répartition des revenus des ménages de 1979 à 2007), Congressional Budget Office, A CBO Study, octobre, page 2.

Graphique 20: Part des revenus disponibles des différents percentiles de 1979 à 2007



Source : Congrès des États-Unis (2011), *Trends in the Distribution of Household Income between 1979 and 2007* (Tendances de la répartition des revenus des ménages de 1979 à 2007), Congressional Budget Office, A CBO Study, octobre, page 2.

Graphique 21 : Proportion de travailleurs ayant un emploi salarié et gagnant moins des deux tiers du revenu médian.



Source : OCDE (2013), *Base de données sur les revenus*.

important. Alors que les recettes fiscales ont légèrement diminué de 1979 à 2009, le système est passé d'une imposition des revenus vers une imposition plus régressive des biens de consommation.⁹¹

La part des personnes gagnant moins de deux tiers des revenus bruts médians de la totalité des travailleurs à temps plein des États-Unis a toujours été la plus élevée dans le monde développé. Le graphique 21 montre que leur proportion a encore

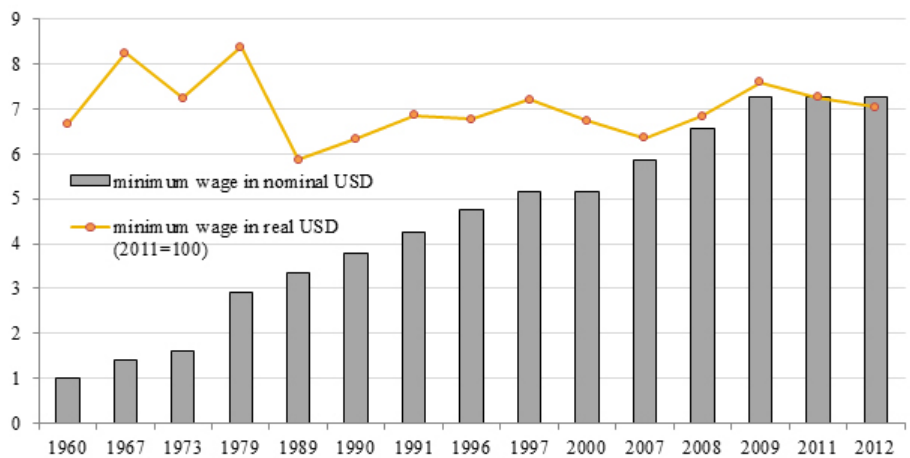
augmenté ces dix dernières années et représentait plus de 25 % des travailleuses et des travailleurs en 2010. Deux tiers des revenus bruts médians d'un travailleur à plein temps équivalaient grossièrement à 500 dollars US par semaine en 2010.⁹²

Les statistiques officielles sur la pauvreté absolue montrent que 46,5 millions d'Américains vivaient dans la pauvreté en 2012, chiffre record depuis 1959, date à laquelle la collecte des données a débuté. Le taux de pauvreté est resté à 15 %, son point culminant depuis 1993. Le taux de pauvreté des enfants (21,8 %) est encore plus élevé alors que les mesures sont conservatrices. Une personne seule est considérée comme pauvre si son revenu disponible est inférieur à 11.945 dollars US par an (995 dollars US par mois), et une famille de quatre personnes l'est si ses revenus ne dépassent pas 23.283 dollars US (1.940 dollars US par mois).⁹³

Une augmentation du salaire minimum pourrait aider nombre de travailleurs pauvres et leurs familles. Le dernier rapport du Bureau de recensement sur la pauvreté indique qu'en 2012, 2,9 millions de travailleurs (1,54 million d'hommes et 1,36 million de femmes) travaillaient à temps plein toute l'année, mais vivaient sous le seuil de pauvreté. Huit autres millions de personnes qui ne travaillaient pas toute l'année vivaient également dans la pauvreté. En travaillant à temps plein toute l'année et en gagnant le salaire fédéral minimum, une personne gagne 15.080 dollars US par an, ce qui est sous le seuil de pauvreté pour une famille de deux personnes (une mère célibataire et son enfant) de 15.825 dollars US par an.⁹⁵

Dans son discours sur l'état de l'Union de février 2013, le président Obama l'a reconnu en annonçant son intention d'augmenter le salaire minimum fédéral à 9 dollars US par heure. En juillet 2009, le

Graphique 22 : Évolution du salaire minimum fédéral nominal et réel aux États-Unis (2011=100)



Note: Les observations avant 2007 n'étaient pas annuelles.

Source: Lawrence Mishel (2013), *Declining value of the federal minimum wage is a major factor driving inequality* (La valeur en baisse du salaire minimum fédéral est un facteur important d'inégalité), Institut de la politique économique, 21 février ; données étendues pour 2012 sur base des informations du ministère du Travail des États-Unis.

salaire minimum fédéral avait connu une hausse nominale de 10,7 %, pour atteindre 7,25 dollars US par heure⁹⁶ et était resté à ce niveau pour les quatre années suivantes; il s'est progressivement érodé en termes réels (voir le graphique 22). La législation proposée par les Démocrates du Congrès américain ferait passer le salaire minimum à 10,10 dollars US par heure et prévoirait un ajustement annuel à partir de 2016.⁹⁷

Une autre grande faiblesse du système américain du salaire minimum est l'absence de réglementation du calendrier des ajustements. De 1997 à 2007, il n'y a eu aucun ajustement, ce qui engendré une diminution spectaculaire de la valeur réelle du salaire minimum. Comme le montre le graphique 22, le salaire minimum est désormais bien en deçà du niveau réel des années 1960-1970.

Si le salaire minimum avait augmenté en parallèle de la productivité depuis 1960,

il s'élèverait aujourd'hui à 22 dollars US par heure.⁹⁸ En 2011, le salaire minimum ne représentait que 27 % de la valeur du salaire moyen, à peine au-dessus de sa valeur la plus faible en 47 ans.⁹⁹

En 2011, 5,2 % des salariés gagnaient le salaire minimum ou moins. En chiffres absolus, 1,7 million de travailleuses et de travailleurs percevaient le salaire minimum et 2,2 millions gagnaient un salaire inférieur.¹⁰⁰ Cela s'explique par les différentes activités exemptées du salaire minimum comme les travailleurs agricoles, les employés administratifs, les marins pêcheurs et les baby-sitters pour n'en citer que quelques-uns.¹⁰¹ Une récente réglementation du ministère du Travail devrait permettre à des millions de travailleurs qui aident les personnes âgées et handicapées en tant que personnel soignant à bénéficier de la couverture des lois sur le salaire minimum et les heures supplémentaires dès le 1er janvier 2015.¹⁰²

65 % des Américains estiment que la législation n'offre pas une protection appropriée en matière de salaires équitables (Sondage d'opinion mondial de la CSI de 2013)

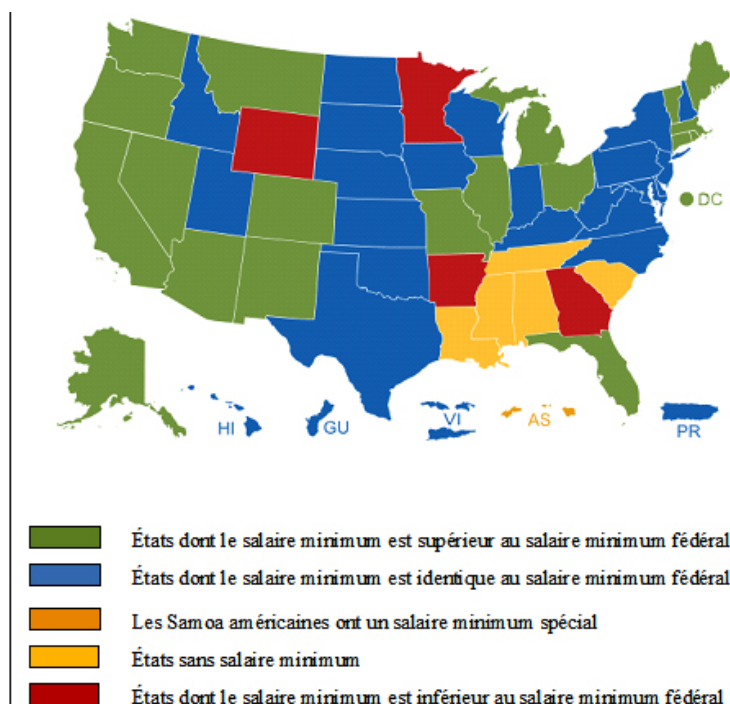
Richard Trumka, président de l'AFL-CIO



Photo: Bernard Pollack

«Selon l'Institut de politique économique, toutes les augmentations salariales de ces 15 dernières années ont concerné les 10 % les plus aisés de la population, toutes.»⁹⁴

Graphique 23 : Les différents salaires minimums dans les états - 1er janvier 2013



Source : United States Department of Labour (2013), *Minimum Wage Laws in the States* (Les lois relatives au salaire minimum dans les états).

L'absence d'ajustement du salaire minimum fédéral a été quelque peu atténuée par les législations des états qui prévoient des salaires minimums plus élevés. Dix-neuf états et le District de Columbia disposent de salaires minimums supérieurs au niveau fédéral, le plus élevé étant en Californie où il se monte à 8 dollars US par heure et sera progressivement augmenté à 10 dollars d'ici 2016.¹⁰³ Le graphique 23 est une représentation des différentes lois des états relatives au salaire minimum. L'incidence du salaire minimum fédéral varie donc considérablement d'une région à l'autre.

En 1994, Card et Krueger ont publié leur fameuse étude sur l'impact d'une augmentation du salaire minimum dans l'industrie de la restauration rapide dans le New Jersey et dans laquelle ils ont conclu qu'une telle hausse n'affecterait pas

l'emploi.¹⁰⁴ Leurs constatations ont été récemment confirmées par Dube, Leister et Reich qui ont remédié à une série d'erreurs économétriques présentes dans les études précédentes.¹⁰⁵

Aujourd'hui, les travailleurs de la restauration rapide en Amérique descendent dans les rues pour réclamer des salaires plus élevés et la possibilité de rejoindre des syndicats. Ces mouvements de protestation, qui ont pris beaucoup d'ampleur depuis qu'ils ont démarré à New York en novembre 2012, se sont renforcés après la publication d'un plan budgétaire humiliant de Mc Donald's, une société qui a enregistré des bénéfices de 5,46 milliards de dollars US en 2012. L'entreprise conseillait ainsi de prendre «un deuxième emploi», révélant que même la direction ne s'attendait pas à ce qu'un travailleur parvienne à vivre grâce à un salaire dans l'industrie de la restauration rapide. Il ne prévoit aucune provision pour les frais de nourriture ou de chauffage, et l'assurance maladie est fixée à 20 dollars par mois.¹⁰⁶ La vision des emplois dans l'industrie en tant qu'activité pour des étudiants qui désirent se faire un peu d'argent de poche a vécu. Deux tiers des travailleurs de l'industrie de la restauration rapide sont des femmes dont l'âge médian

De 2005 à 2007, les 20 % les plus riches de la population ont perçu un revenu après impôts plus élevé que la totalité des revenus du reste de la population.

est 32 ans. Un quart du personnel de ce secteur a des enfants à charge.¹⁰⁷

Les récents événements politiques et la fermeture du gouvernement fédéral à la fin de l'année 2013 ont fait qu'il a été difficile de parvenir à un consensus à propos d'une augmentation du salaire minimum fédéral. Nombre de Républicains ne s'opposent pas uniquement à une augmentation, mais remettent en cause l'existence même d'un salaire minimum. Dans le même temps, les syndicats continuent de se battre pour obtenir un salaire minimum juste sans lequel des millions de travailleuses et de travailleurs américains continueraient de vivre dans la pauvreté.

INFORMATIONS:



Source: Centre for American Progress Action Fund

Dans son discours sur l'état de l'Union de 2014, le président Barack Obama a intimé le Congrès d'augmenter le salaire minimum à 10,10 dollars US par heure pour toutes les professions :

«Ce geste aidera les familles. Les entreprises retrouveront des clients disposant de plus d'argent à dépenser. Cela n'implique aucun nouveau programme bureaucratique. Ralliez-vous au reste du pays, dites "oui". Octroyez une augmentation aux États-Unis.»

91 % des Américains soutiennent le principe d'un salaire minimum (Sondage d'opinion mondial de la CSI de 2013)



Photo: ITUC

5.5 Zambia

Vers le milieu des années 1990, la Zambie, comme bon nombre d'autres pays d'Afrique subsaharienne, a dû mettre en place des réformes structurelles pour obtenir des prêts du FMI. Les marchés financiers et du travail ont été libéralisés, des sociétés publiques ont été privatisées et le rôle de l'état a été réduit dans bien des domaines. Comme le souligne Oxfam, les dépenses de soins de santé ont été réduites de moitié de 1990 à 1994, et les moyens consacrés à l'éducation primaire en 1999 n'avaient pas augmenté par rapport au milieu des années 1980.¹⁰⁸ Les effets de ces politiques sont toujours visibles aujourd'hui.

Depuis 2003, la Zambie a enregistré des taux de croissance du PIB de plus de 5 %, se situant aux alentours de 6,6 % depuis

2005. L'inflation a diminué des niveaux d'hyperinflation du début des années 1990 à un taux plutôt raisonnable de 8,6 % en 2011.¹⁰⁹ L'économie en Zambie s'appuie principalement sur le secteur minier et surtout sur l'extraction du cuivre. L'industrie minière représente plus de 70 % des exportations et la production a augmenté en moyenne chaque année de 9 % entre 2000 et 2006, soutenue par un prix du cuivre en hausse avant la crise financière mondiale. Le deuxième pilier de l'économie est l'agriculture qui représente plus de 70 % de l'emploi total et montre une croissance modérée de 2 % pour la même période.¹¹⁰

Malgré la robustesse de sa croissance économique, le pays a été incapable de créer des possibilités d'emplois décents ou de réduire la pauvreté. La part de la population (de plus de 15 ans) qui travaille a diminué de 84,5 % à 74,5 % de 2005 à 2008, en partie à cause de la

rapide croissance démographique (de 2,8 % par an en moyenne) et de la forte incidence du VIH et du sida.¹¹¹ De 2006 à 2010, l'emploi rémunéré a stagné à 43,1 % du total de l'emploi alors que les travaux familiaux non rémunérés n'ont que faiblement diminué de 12,1 % à 10,5 %. Le chômage a été réduit de 9,1 % à 8,1 %, principalement à cause de la diminution de la population active et de l'augmentation du travail informel.¹¹² L'OIT estime que près de 60 % des salariés connaissent une forte instabilité et insécurité de l'emploi.¹¹³

En Zambie, l'inégalité salariale est l'une des plus élevées en Afrique subsaharienne. Le coefficient de Gini a augmenté de 60, qui est déjà un niveau très élevé, en 2006 à 65 en 2010, principalement à cause de la hausse des inégalités dans les zones rurales. En 2010, les 50 % les plus pauvres de la population gagnaient à peine 9,1 % du total des revenus du pays alors que les 20 % les plus riches accumulaient près de

70 %.¹¹⁴ Comme le montre le tableau 1, il y a eu quelques améliorations depuis 1996. Le coefficient de Gini a varié, mais est toujours resté à un niveau très élevé sans montrer de véritable tendance à la baisse (voir tableau 1).

La part des dépenses est aussi sombre: en 2010, les 20 % les plus riches de la population ont dépensé 16 fois plus que les 20 % les plus pauvres, et trois fois plus que la moyenne nationale. Les 20 % les plus riches de la population ont dépensé plus de 60 % du total des dépenses alors que les dépenses des 20 % les plus pauvres ne représentent que 3,9 %. En moyenne,

près de 13 millions (environ 64 % de la population) les personnes qui vivent dans une pauvreté extrême avec un dollar par jour, voire moins.¹¹⁷

Le gouvernement actuel, qui a pris les rênes du pays à la fin de 2011, a lancé des réformes destinées à renforcer le marché interne et à établir un modèle de croissance plus équilibré. De nouvelles règles ont été adoptées pour combattre l'évasion fiscale, la monnaie a été stabilisée permettant de réduire l'inflation, les exigences en fonds propres des banques ont été réduites et le suivi des flux en devises a été amélioré.¹¹⁸

Un des éléments fondamentaux de cette

mais elles se produisent plus fréquemment ces dernières années.

En 2008, la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations de l'OIT a noté qu'en plus d'être insuffisant, le salaire minimum était très peu respecté. De nombreux employeurs ne le respectent pas, conscients que les inspections du travail et les sanctions sont rares à cause du manque de moyens publics. En 2012, l'OIT a fait savoir que beaucoup de travailleurs se sentaient exploités, car en de nombreux cas, les employeurs avaient les capacités économiques de payer des salaires

Tableau 1 : Pourcentage de distribution des revenus par ménage en revenus par habitant de 1996 à 2010

	1996		1998		2002		2006		2010	
Décile des ménages par revenu	Part des revenus par habitant	Part cumulée des revenus par habitant	Part des revenus par habitant	Part cumulée des revenus par habitant	Part des revenus par habitant	Part cumulée des revenus par habitant	Part des revenus par habitant	Part cumulée des revenus par habitant	Part des revenus par habitant	Part cumulée des revenus par habitant
Premier	0,5	0,5	0,2	0,2	1,2	1,2	0,2	0,2	0,5	0,5
Deuxième	1,5	2	1	1,2	2,3	3,5	0,7	0,9	1,1	1,6
Troisième	2,2	4,2	1,8	3	3,1	6,6	1,3	2,2	1,7	3,3
Quatrième	2,9	7,1	2,6	5,6	3,9	10,5	2,2	4,4	2,4	5,7
Cinquième	3,9	11	3,5	9,1	4,8	15,3	3,3	7,8	3,4	9,1
Sixième	5,2	16,2	4,8	13,9	5,8	21,1	5,2	12,9	4,5	13,6
Septième	6,8	23	6,4	20,3	7,4	28,5	7,7	20,6	6,6	20,2
Huitième	9,2	32,2	9	29,3	9,6	38,1	10,8	31,3	10,1	30,3
Neuvième	14,9	47,1	13,9	43,2	14,3	52,4	16,8	48,1	17,1	47,4
Dixième	52,9	100	56,8	100	47,7	100	51,9	100	52,6	100
Gini	0,61		0,66		0,57		0,6		0,65	

Source : Central Statistical Office of Zambia (2012), Living Conditions Monitoring Survey Report (Rapport sur le suivi des conditions de vie), Lusaka, 26 mars, page 151.

les dépenses consacrées à l'alimentation en tant que part des dépenses totales ont augmenté de 41,9 % en 2006 à 48,5 % en 2010.¹¹⁵

Dans les années 1990, les taux de pauvreté étaient supérieurs à 70 % à l'échelle nationale et à 80 % dans les zones rurales. Pour autant, la réduction ces dix dernières années n'a été que modeste au vu des circonstances macroéconomiques favorables.¹¹⁶ Aujourd'hui, on estime à

politique a été la réintroduction du salaire minimum. En Zambie, il existe différents salaires minimums établis soit par conventions collectives, soit en vertu d'instruments statutaires pour celles et ceux qui ne sont pas couverts par des conventions collectives.¹¹⁹ En 2011, la couverture a été étendue aux travailleurs domestiques qui n'étaient préalablement couverts par aucune réglementation. Le calendrier des révisions du salaire minimum n'est pas encore réglementé,

Les 20 % les plus riches de la population ont dépensé plus de 60 % du total des dépenses alors que les dépenses des 20 % les plus pauvres ne représentent que 3,9 %.

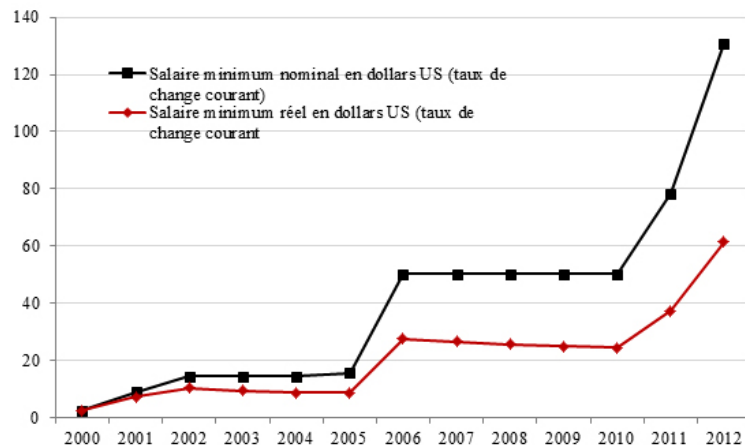
plus élevés et de fournir de meilleures conditions de travail.¹²⁰

Ces dernières années, le gouvernement a adopté des mesures pour renforcer le salaire minimum. Grâce à plusieurs augmentations substantielles en 2006 (plus de 200 %), en 2011 (plus de 50 %) et en 2012 (plus de 60 %), le salaire minimum s'élève désormais à 700.000 kwachas zambiens (soit l'équivalent de 130 dollars US) (voir graphique 24).¹²¹

Cela correspond à 4,3 dollars US par jour, somme qui ne permet toujours pas aux travailleurs et à leurs familles de sortir de la pauvreté. À titre de comparaison, en 2010, le seuil de la pauvreté extrême basé sur un assortiment de produits alimentaires pour une famille de six membres était à 435.574 kwachas zambiens (81,5 dollars US). À l'époque, cela était bien supérieur au salaire minimum.¹²² En ajustant ce niveau en fonction de l'inflation, cela correspond à 504.434 kwachas zambiens ou 94 dollars US en 2012, mais comme il n'inclut que l'alimentation, il ne peut pas être considéré comme un salaire vital. D'autres estimations suggèrent qu'un salaire assurant des conditions d'existence convenables devrait être au minimum fixé à 3.395.660 kwachas zambiens ou 635 dollars US pour une famille de cinq personnes vivant à Lusaka (juin 2012).¹²³

Les récentes hausses du salaire minimum constituent des améliorations notables pour nombre de travailleurs. Le salaire a en effet triplé pour les travailleurs domestiques, de 30 dollars US à actuellement 105 dollars US, soulageant ainsi une main-d'œuvre majoritairement féminine. De plus, le gouvernement a demandé aux travailleuses et aux

Graphique 24: Évolution du salaire minimum réel et nominal en Zambie depuis 2000



Note: Il s'agit des salaires minimums pour cinq catégories de travailleurs; le salaire minimum présenté ici est celui s'appliquant à la première catégorie qui comprend les travailleurs généraux non inclus dans d'autres catégories. Le taux de change utilisé est de 5.345 kwachas zambiens par dollar US.

Source: OIT (2013), *Base de données sur les salaires dans le monde*, mise à jour en fonction du décret de 2012 sur le salaire minimum et les conditions d'emploi (général); FMI (2013), *Base de données Perspectives économiques* pour le taux d'inflation.

travailleurs de dénoncer les employeurs qui ne s'y pliaient pas.¹²⁴ Une étude menée récemment a fait part de ces améliorations. Elle montre en effet qu'en 2012, 29 % des personnes interrogées pensaient que le gouvernement s'y prenait mal pour combler les écarts salariaux, pour veiller à ce que tout le monde ait assez à manger (34 %) et pour améliorer le niveau de vie des pauvres (43 %), alors que tous ces taux étaient inférieurs à 20 % en 2009.¹²⁵

Pourtant, ce progrès modeste est déjà attaqué. Des investisseurs étrangers et des grands employeurs prétendent que les récentes augmentations du salaire minimum éroderont les chances de la Zambie de se montrer attractive pour les investissements étrangers directs. Des employeurs et des économistes néolibéraux prédisent aussi que l'inflation retrouvera ses taux record des décennies

précédentes.¹²⁶ Toutefois, les preuves actuellement disponibles ne corroborent pas ces hypothèses. Selon l'Institut national des statistiques, l'inflation était à 7,1 % en août 2013, soit bien en deçà des taux à double chiffre que le pays a connus au début des années 2000.¹²⁷ Même s'il est trop tôt pour constater les effets sur l'inégalité de revenus et la pauvreté, le marché du travail ne montre aucun signe d'affaiblissement. Les enquêtes sur la main-d'œuvre menées en 2008 et 2012 montrent que la participation des travailleuses et des travailleurs est restée au même niveau, à environ 74,5 % de la population de plus de 15 ans. Le rapport entre l'emploi et la population active a légèrement augmenté de 68,8 % à 69,1 % pendant que le chômage se maintenait à 7,9 %. S'il ne semble pas y avoir de changements en surface, les améliorations sont notables dans différents secteurs. La part de l'agriculture dans l'emploi total a chuté de 71,3 % en 2008 à 55,8 % en 2012. L'emploi formel, qui diminuait tant en nombre de postes qu'en qualité avant 2008, a connu un rebond phénoménal au niveau de sa part dans l'emploi, augmentant de 75 % (voir le tableau 2).¹²⁸

Roy E. Mwaba, secrétaire général du Zambia Congress of Trade Unions (ZCTU)



«Les niveaux des salaires minimums ne sont pas appropriés pour que les travailleurs couvrent leurs besoins fondamentaux. Ils fluctuent actuellement de 100 à 200 dollars US alors que le coût de la vie de la vie est estimé à environ 700 dollars US. Du reste, il n'y a pas eu de révisions régulières des salaires minimums afin de protéger l'érosion des revenus des travailleurs concernés contre l'inflation [...] Face à une croissance du PIB de plus 6,5 % ces cinq dernières années et à une inflation de moins de 7 %, les décideurs politiques doivent veiller à établir un lien fort entre cette croissance économique et le développement social.»

Tableau 2 : Évolution au niveau des emplois formels et informels

	2008		2012		Variation	
	Nombre	Part	Nombre	Part	Nombre	Pourcentage
Total	4.606.846	100 %	5.386.118	100 %	779.272	+17 %
Emplois informels	4.095.508	88.9 %	4.492.022	83.4 %	396.514	+ 9,7 %
Emplois formels	511.338	11.9 %	894.096	16.6 %	382.758	+ 74,9 %

Source: Ministry of Labour and Social Security (2011), *Labour Force Survey Report 2008* (Enquête sur la main-d'œuvre, rapport 2008), Central Statistical Office, Lusaka, août, page viii; et Ministry of Labour and Social Security (2013) *Preliminary Results of the 2012 Labour Force Survey* (Résultats préliminaires de l'enquête sur la main-d'œuvre de 2012), Bureau central des statistiques, Lusaka, mai, page 9.

La croissance reste solide, estimée à 7,3 % en 2012, malgré un ralentissement dans l'industrie minière du fait de la baisse des prix du cuivre dans le monde et de la pénurie d'électricité.¹²⁹

Les investisseurs ont répondu. En 2012, des obligations zambiennes se sont vendues à concurrence de 750 millions de

dollars US en seulement une semaine. La forte demande a permis au gouvernement de diminuer les rendements à 5,625 %, ce qui est comparable aux rendements des obligations espagnoles qui ont récemment grimpé jusqu'à 5,78 %.¹³⁰ L'investissement étranger a également augmenté de 1,3 milliard de dollars US en 2011 à 1,7

milliard de dollars US en 2012. C'est un élément supplémentaire qui prouve qu'il ne fait aucun doute que le chemin que la Zambie a choisi est probablement celui de la prospérité, tant en termes économiques que sociaux.¹³¹



Photo: CSI

6 Conclusions et recommandations

Les inégalités de revenus sont telles aujourd'hui qu'elles menacent la prospérité économique, la cohésion sociale et la stabilité politique.

Cette situation n'est ni juste ni économiquement ou socialement durable. Les travailleuses et les travailleurs méritent de recevoir des salaires qui reflètent les heures qu'ils effectuent et la productivité générée. Depuis trente ans, voire davantage, les élites se sont approprié tous les avantages de la hausse de la productivité plutôt que de les partager équitablement au travers d'une hausse des bénéfices, des émoluments des dirigeants et des salaires des travailleurs ordinaires.

pas l'effet du hasard, mais était plutôt le résultat de choix politiques comme : faire du plein emploi et du travail décent les principaux objectifs des politiques économiques, l'adoption de systèmes fiscaux progressistes et qui génèrent assez de recettes pour financer une protection sociale complète grâce à des systèmes de bien-être, des législations et des institutions qui soutiennent la négociation collective, et des systèmes de fixation des salaires qui reconnaissent qu'il est important d'augmenter les salaires réels de concert avec la productivité.

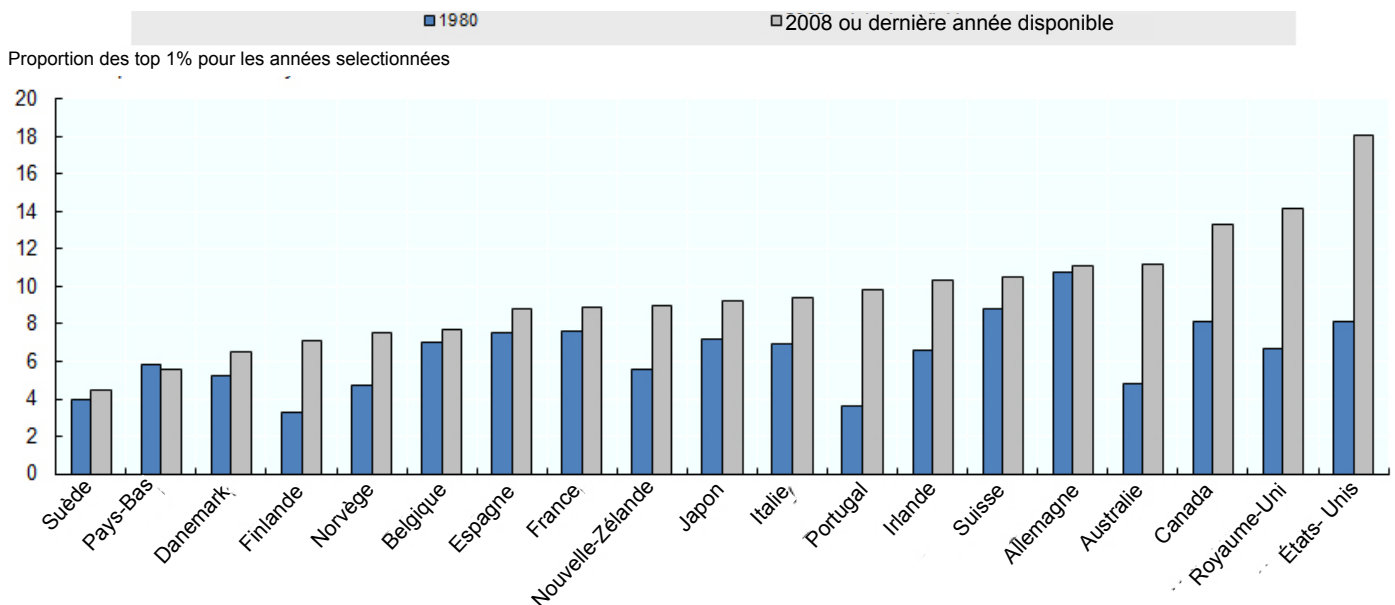
Lorsque des salaires équitables et la protection sociale, associés à la négociation collective, étaient à la base des économies de marché, l'égalité de revenus et la croissance économique ont mieux résisté. L'extension de la catégorie des revenus intermédiaires qui en a suivi a renforcé la cohésion sociale et les démocraties.

des économies de marché et ont aidé les individus à réussir ont été érodées ou démolies.

Les Nations Unies ont été l'une des premières institutions internationales à dénoncer le lien de cause à effet entre les réformes des relations professionnelles et l'accentuation des inégalités. Dans leur Rapport sur la situation sociale dans le monde 2005 : La crise de l'inégalité, les NU expliquent que :

«Les politiques de libéralisation impliquent des changements au niveau de la législation et des institutions du travail, et sont à l'origine des principales modifications sur le marché du travail. Le processus de libéralisation économique est en général marqué par une plus grande souplesse salariale et l'érosion des salaires minimums, par une réduction des emplois dans le secteur public, une diminution de la protection de

Proportion des personnes aux revenus les plus élevés (top 1%) dans certains pays



Note: Les données sur les revenus avant impôt ne tiennent pas compte des plus-values dans tous les pays, sauf en Australie et en Finlande. Les données sont extraites des déclarations d'impôt.

Source: Alvaredo F., et col. (2011), *The Top Incomes Database* (Base de données sur les revenus les plus importants), <http://www.parisschoolofeconomics.eu/fr/actualites/top-incomes-database-nouveau-site/>; Matthews, S. (2011), *Trends in Top Incomes and their Tax Policy Implications* (Tendance des revenus les plus élevés et leurs implications pour les politiques fiscales), Documents de travail de l'OCDE sur l'imposition, n° 4, OCDE.

Les inégalités salariales sont telles qu'elles détruisent la confiance dans le capitalisme et remettent en cause nos institutions politiques. Pourtant, cela n'a pas toujours été le cas. Pendant plusieurs décennies, vers le milieu du siècle passé, dans les économies développées, les avantages de la croissance économique étaient équitablement répartis. Le nombre de personnes qui recevaient un revenu intermédiaire croissait et les pauvres avaient des possibilités de grimper l'échelle économique. Cette situation n'était

Comme l'ont déclaré les principaux économistes de l'OIT:

«Les forces du marché ne génèrent pas naturellement des sociétés équitables marquées par la présence d'importantes classes moyennes. L'équité est plutôt le résultat de la société, des institutions, des lois et des politiques qui gouvernent la société, son économie et, surtout, son marché du travail.»¹³²

Malheureusement, les politiques et les institutions qui ont aplani les rugosités

l'emploi et par l'affaiblissement des lois et des réglementations relatives à l'emploi. Le souhait des pays en développement d'attirer les investissements étrangers et d'accroître les exportations conduit souvent à un nivellement par le bas de la protection du travail et à une transgression des normes environnementales.»¹³³

En 2008, le Rapport de l'OCDE, Croissance et inégalités, reconnaissait que: «le principal facteur [de l'écart croissant

entre les riches et les pauvres] est l'inégalité de plus en plus prononcée entre les salaires et les traitements », et « [...] la façon la plus prometteuse de réduire les inégalités est plus que jamais l'emploi. Le défi majeur est de créer plus d'emplois de meilleure qualité, permettant de sortir de la pauvreté et offrant de vrais projets de carrière».

Les médias classiques deviennent aussi de plus en plus critiques à l'égard de la hausse des inégalités. Par exemple, l'éditorialiste du Financial Times, Tim Harford, a récemment écrit:

*«C'est précisément ce que l'on ne peut admettre à propos de la hausse des inégalités : le fait de savoir que plus nos sociétés deviennent inégales, plus nous devenons tous prisonniers de cette inégalité».*¹³⁴

Pour restaurer la confiance dans nos institutions politiques, il est urgent de mettre en œuvre des mesures qui veillent à ce que les personnes situées au milieu et à la fin de la chaîne de répartition des revenus obtiennent des parts plus équitables. Il faut pour cela que des changements fondamentaux s'opèrent au niveau de nos politiques fiscales et sociales, que les marchés financiers soient mieux réglementés, que nos politiques macroéconomiques se concentrent sur une croissance équilibrée et des emplois de qualité, que l'on combatte activement le travail précaire et que l'on augmente les investissements dans les infrastructures, dans l'éducation et dans les compétences. Le mouvement syndical lutte pour obtenir des réformes sur tous ces points essentiels.

Des syndicats forts et un processus complet de négociation collective sont aussi nécessaires en vue d'améliorer la situation des travailleuses et des travailleurs. Le rapport Nouveaux fronts d'avril 2013 a abordé tous ces éléments.

Dans la présente édition, nous nous sommes concentrés sur les liens entre des salaires minimums vitaux et les inégalités de revenus. Un salaire minimum assurant des conditions d'existence convenables doit être propre à un pays et à l'époque de sorte qu'il évolue en fonction du développement économique. Il doit être suffisant pour permettre à un travailleur et à sa famille de couvrir des nécessités absolues comme l'alimentation, un logement et des vêtements. Toutefois, il doit aussi aller plus loin et permettre une vie décente.

La fourniture d'un salaire minimum vital doit être universelle. Il y a bientôt cent ans, les fondateurs de l'Organisation internationale du Travail ont estimé qu'un «salaire assurant des conditions d'existence convenables » était indispensable à « une paix universelle et durable».¹³⁵ Des siècles auparavant, des personnalités et des institutions religieuses réclamaient déjà un salaire vital. Depuis 60 ans, la notion de rémunération équitable et satisfaisante est devenue un droit humain fondamental.¹³⁶

Pourtant, dans la pratique, les niveaux des salaires minimums dans presque tous les pays sont bien trop faibles pour fournir un niveau de vie décent, leur application n'est pas suffisante et de grandes tranches de la population n'en bénéficient pas du tout.

Si tous les pays se concertaient pour introduire un salaire minimum vital, la pauvreté diminuerait grandement et les inégalités baisseraient pour la moitié de la population au bas de l'échelle de répartition des revenus. Un tel mouvement encouragerait par ailleurs l'égalité entre les hommes et les femmes, et rendrait l'espoir aux travailleurs de l'économie informelle.

Les hypothèses selon lesquelles l'introduction d'un salaire minimum conduirait à la réduction des possibilités d'emploi pour les personnes peu qualifiées ou pour d'autres groupes vulnérables, du fait de la faillite d'entreprises ou parce que les employeurs seraient poussés à recourir à plus de machines et à moins de salariés, ne se confirment pas. Des études menées précédemment apportent des preuves tangibles que la mise en place d'un salaire raisonnable peut relancer la consommation, la croissance économique et l'emploi.

Nous disposons d'éléments pour établir un salaire minimum solide et défendable dans presque tous les pays.¹³⁷

La CSI se bat pour obtenir un salaire vital partout dans le monde. Il y a 95 ans, la Constitution de l'OIT a adopté sans réserve ce concept et nous entendons le traduire dans la réalité pour tous les travailleurs de toutes les nations du monde d'ici les cinq prochaines années. Il s'agit d'un élément essentiel d'une série de mesures politiques destinées à inverser les tendances destructrices d'un monde de plus en plus inégal.

Nous luttons pour:

- Un salaire minimum vital grâce auquel les travailleuses et les travailleurs peuvent vivre
- Un socle de protection sociale
- Le renforcement de la négociation collective
- La réglementation des marchés financiers
- La fin de l'évasion fiscale
- Des politiques macroéconomiques centrées sur une croissance équilibrée et sur des emplois de qualité
- Une augmentation des investissements dans les infrastructures
- Increased investment in infrastructure
- Des emplois, des emplois et encore des emplois. Pour le plein emploi et le travail décent

NOTES

1. Voir Milo Vandemoortelle, Bird, Du Toit, Liu, Sen et Veras Soares (2013) Building blocks for equitable growth : lessons from the BRICS (Principaux éléments d'une croissance équitable: leçons tirées des pays BRICS), Overseas Development Institute, Document de travail n° 365; et Courtney Ivins (2013) Inequality matters – BRICS inequalities fact sheet (L'inégalité compte - Fiche d'informations sur les inégalités dans le pays BRICS), Oxfam et BRICS Policy Center, mars.
2. OIT (2008), Rapport mondial sur les salaires 2008-09, Genève, page 37.
3. OIT (2008), Déclaration de l'OIT sur la justice sociale pour une mondialisation équitable, adoptée par la Conférence internationale du Travail à sa quatre-vingt-dix-septième session, Genève, 10 juin 2008, page 10.
4. OIT (2009), Surmonter la crise: Un Pacte mondial pour l'emploi, adopté par la Conférence internationale du Travail à sa quatre-vingt-dix-huitième session, Genève, 19 juin 2009, page 12.
5. Commission européenne (2012), Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions, Vers une reprise génératrice d'emplois, COM(2012) 173 final, Strasbourg, le 18 avril 2012, page 10.
6. FMI (2013), Fiche Technique - Les conseils du FMI sur les questions liées à l'emploi, Washington DC, 8 février.
7. Voir par exemple John Di Nardo, Nicole M. Fortin et Thomas Lemieux (1996), Labour market institutions and the distribution of wages, 1973-1992: A semiparametric approach (Les institutions du marché du travail et la distribution des salaires, 1973-1992 : une approche semiparamétrique), Econometrica, vol. 64, numéro 5, pages 1001 à 1044; et Mariano Bosch et Marco Manacorda (2010), Minimum wages and Earnings inequality in Urban Mexico (Salaires minimums et inégalités de rémunération dans le Mexique urbain), Centre for Economic Policy Research, Document de réflexion 7882.
8. OIT (2012), Rapport mondial sur les salaires 2012-13, Genève, pages xiv à xvi.
9. David Card et Alan Krueger (1994), Minimum Wages and Employment: A Case Study of the Fast-Food Industry in New Jersey and Pennsylvania (Salaires minimums et emploi : une étude de cas dans l'industrie de la restauration rapide dans le New Jersey et en Pennsylvanie), American Economic Review, vol. 84, numéro 4, septembre, pages 772 à 793.
10. David Card et Alan Krueger (1995), Myth and Measurement: The New Economics of the Minimum Wage (Mythes et mesures : la nouvelle économie du salaire minimum), Princeton University Press.
11. Richard Dickens et Alan Manning (2004), Has the national minimum wage reduced UK wage inequality? (Le salaire minimum a-t-il réduit les inégalités salariales au Royaume-Uni ?), Journal of the Royal Statistical Society : Series A (Statistics in Society), vol. 167, numéro 4, pages 613 à 626.
12. Industrial Relations Services (2001), Pay and Benefits Bulletin (Bulletin d'informations sur les salaires et les avantages), mars.
13. Fiscal Policy Institute (2006), States with Minimum Wages above the Federal Level have had Faster Small Business and Retail Job Growth (Les états ayant des salaires minimums au-dessus du niveau fédéral montrent une croissance plus rapide des petites entreprises et du commerce de détail), mars.
14. Patrick Belser et Uma Rani (2010), Extending the coverage of minimum wages in India : Simulations from household data (Extension de la couverture des salaires minimums en Inde : simulations à partir des données sur les ménages), OIT, Programme des conditions travail et d'emploi, n° 26; Sara Lemos (2009), Minimum wage effects in a developing country (Effets du salaire minimum dans un pays en développement), Labour Economics, Vol. 16, numéro 2, avril, pages 224 à 237; Natalie Chun et Niny Khor (2010), Minimum wages and changing wage inequality in Indonesia (Salaires minimums et changement au niveau des inégalités salariales en Indonésie), Banque asiatique de développement, Document de travail n° 196, mars; Haroon Borat, Kanbur, Mayet (2012), Minimum wage violation in South Africa (Afrique du Sud : une réglementation sur le salaire minimum peu respectée), Revue internationale du travail, OIT, vol. 151, numéro 3, pages 277 à 287.
15. OCDE (2006), Perspectives de l'emploi, Paris, page 90.
16. Gordon Betcherman (2012), Labor Market Institutions : A Review of the Literature (Institutions du marché du travail: un examen de la littérature), Document d'information pour le Rapport sur le développement dans le monde 2013, page 11; John Schmitt (2013), Why Does the Minimum Wage Have No Discernible Effect on Employment? (Pourquoi le salaire minimum n'a pas d'effet discernable sur l'emploi ?), Center for Economic and Policy Research, février.
17. Hristos Doucouliagos et T. D. Stanley (2009), Publication Selection Bias in Minimum-Wage Research? A Meta-Regression Analysis (Préjugés dans les recherches sur les salaires minimums ? Une méta-analyse de régression), British Journal of Industrial Relations, vol. 47, numéro 2, pages 406 à 428.

18. David Neumark and William Wascher (2003), Minimum wages, Labor Market Institutions, and Youth Employment (Salaires minimums, institutions du marché du travail et emploi des jeunes), mars, disponible en suivant le lien : <http://www.federalreserve.gov/pubs/feds/2003/200323/200323pap.pdf> ; et Suzana Laporšek (2013), Minimum wage effects on youth employment in the European Union (Les effets du salaire minimum sur l'emploi des jeunes dans l'Union européenne), *Applied Economics Letters*, Vol. 20, numéro 14, pages 1288 à 1292.
19. OIT (1992), Minimum Wages - Wage-fixing machinery, application and supervision (Salaires minimums - mécanisme de fixation des salaires, application et supervision), 79e Conférence internationale du Travail, Rapport III (Partie 4 B), Genève, juin, page 57.
20. Low Pay Commission (2013), National Minimum Wage (Salaire minimum national), Rapport, page 178, disponible en suivant le lien : http://www.lowpay.gov.uk/lowpay/report/pdf/9305-BIS-Low_Pay-Accessible6.pdf.
21. Syliva Allegretto, Arindrajit Dube, Michael Reich (2011), Do Minimum Wages Really Reduce Teen Employment? Accounting for Heterogeneity and Selectivity in State Panel Data (Le salaire minimum réduit-il vraiment l'emploi des jeunes ? Tenir compte de l'hétérogénéité et de la sélectivité des données), *Industrial Relations*, Vol. 50, n° 2, avril, également disponible en suivant le lien : <http://www.escholarship.org/uc/item/7jq2q3j8>.
22. Ce phénomène s'est révélé plus solide en Amérique latine comme l'a montré T.H. Gindling et Katherine Terrell (2004), Legal Minimum Wages and the Wages of Formal and Informal Sector Workers in Costa Rica (Le salaire minimum légal et les salaires des travailleurs des secteurs formel et informel au Costa Rica), Document de travail IZA n° 1080, Bonn; Sara Lemos (2004), The Effects of Minimum Wage in the Formal and Informal Sectors in Brazil (Les effets du salaire minimum dans les secteurs formel et informel au Brésil), Document de travail IZA n° 1089, Bonn; Pablo Fajnzylber (2001), Minimum Wage Effects throughout the Wage Distribution : Evidence from Brazil's Formal and Informal Sectors (Les effets du salaire minimum le long de la chaîne de répartition des salaires : preuves provenant des secteurs formel et informel du Brésil), Centro de Desenvolvimento e Planejamento Regional, Document de travail n° 151, Brésil; William Maloney et Jairo Mendez (2004), Measuring the Impact of Minimum Wages : Evidence from Latin America (Mesurer l'impact des salaires minimums : preuves issues d'Amérique latine), dans : James Heckman and Carmen Pagés (eds), *Law and Employment : Lessons from Latin America and the Caribbean* (Droit et emploi : enseignements d'Amérique latine et des Caraïbes), University of Chicago Press pages 109 à 130; Janine Berg (2010), Laws or luck? Understanding ringing formality in Brazil in the 2000s (Droit ou chance ? Comprendre la formalité au Brésil), MPRA Paper 43608, University Library of Munich, Allemagne.
23. Cuong Nguyen (2011), Do Minimum Wage Increases Cause Inflation? Evidence from Vietnam (Les augmentations des salaires minimums causent-elles de l'inflation ? Des preuves du Vietnam), Document de travail MPRA n° 36750, Munich, 20 mars.
24. Daron Acemoglu et Jorn-Steffen Pischke (1999), The Structure of Wages and Investment in General Training (La structure des salaires et les investissements dans la formation générale), *Journal of Political Economy*, vol. 107, juin, pages 539 à 572;
25. Richard Sutch (2010), The Unexpected Long-Run Impact of the Minimum Wage : An Educational Cascade (Les effets inattendus du salaire minimum: une cascade éducative), University of California, Riverside et NBER, dans Paul W. Rhode, Rosenbloom and Weiman (eds.) *Economic Evolution and Revolution in Historical Time* (Évolution et révolution économiques dans l'Histoire), Stanford University Press.
26. Constitution de l'OIT (1919), Annexe, Article III (d).
27. Elle précise: "Quiconque travaille a droit à une rémunération équitable et satisfaisante lui assurant ainsi qu'à sa famille une existence conforme à la dignité humaine et complétée, s'il y a lieu, par tous autres moyens de protection sociale", Déclaration des droits de l'homme des Nations Unies (1948) , article 23 3.
28. Elle stipule: "Tous les travailleurs ont droit à une rémunération équitable leur assurant, ainsi qu'à leurs familles, un niveau de vie satisfaisant", Charte sociale européenne (1961), Préambule, partie 1, point 4
29. OIT (1967), Rapport de la réunion d'experts sur la fixation des salaires minimums et des problèmes reliés, avec une attention particulière pour les pays en développement, présenté lors de la 170e session du Conseil d'administration de novembre, Genève, page 10.
30. OIT (2008), Rapport mondial sur les salaires 2008-09, Genève, page 39.
31. François Eyraud et Catherine Saget (2005), L'essentiel sur les salaires minimums dans le monde, OIT, Genève, pages 31 à 39.
32. Richard Anker (2011), Estimating a living wage : A methodological review (Estimer un salaire vital : un examen méthodologique), OIT, Condition de travail et d'emploi, numéro n° 29, pages 11 et 12.
33. Amy K. Glasmeier (2012), The Massachusetts Institute of Technology, disponible en suivant le lien: <http://livingwage.mit.edu/>.
34. Richard Anker (2011), Estimating a living wage : A methodological review (Estimer un salaire vital : un examen méthodologique), OIT, Condition de travail et d'emploi, numéro n° 29, pages 22 à 24.
35. François Eyraud et Catherine Saget (2005), L'essentiel sur les salaires minimums dans le monde, OIT, Genève, pages 5 à 12.
36. Idem; et Patrick Belser et Kristen Sobeck (2012), À quel niveau les pays devraient-ils établir leurs salaires minimums ?, *Journal*

international de recherche syndicale, vol. 4, numéro 1, pages 126 et 127

37. Idem; et Patrick Belser et Kristen Sobeck (2012), À quel niveau les pays devraient-ils établir leurs salaires minimums ?, Journal international de recherche syndicale, vol. 4, numéro 1, pages 126 et 127.

38. Bundesministerium für Arbeit und Soziales (2013), Lebenslagen in Deutschland – Armuts und Reichtumsberichterstattung der Bundesregierung, mars, pages V à XXV.

39. Institute für Arbeitsmarkt- und Berufsforschung (2013), disponible en suivant le lien : <http://www.iab.de/de/daten/arbeitsmarktentwicklung.aspx>.

40. OCDE (2013), base de données, disponible en suivant le lien : http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=INVPT_I.

41. Matthias Günther (2013), Veränderungen der Arbeitswelt, Pestel Institut Hannover, commissionné par Ver.di - Vereinte Dienstleistungsgewerkschaft und Gewerkschaft Nahrung-Genuss-Gaststätten, avril, page 2.

42. Institute für Arbeitsmarkt- und Berufsforschung (2013), Daten zur aktuellen Konjunktur- und Arbeitsmarktentwicklung, disponible en suivant le lien : <http://www.iab.de/de/daten/arbeitsmarktentwicklung.aspx>.

43. Bundesministerium für Arbeit und Soziales (2013), Lebenslagen in Deutschland – Armuts und Reichtumsberichterstattung der Bundesregierung, mars, page XII.

44. Karl Brenke and Gert Wagner (2013), Ungleiche Verteilung der Einkommen bremst das Wirtschaftswachstum, dans : Wirtschaftsdienst, Zeitschrift für Wirtschaftspolitik des Leibniz-Informationszentrums Wirtschaft, Heft, 2 février, page 114.

45. Commission européenne (2013), Base de données Eurostat.

46. OCDE (2013), base de données, disponible en suivant le lien : <http://stats.oecd.org/Index.aspx?DatasetCode=IDD>.

47. Commission européenne (2013), Eurostat, Enquête sur la structure des salaires.

48. Thorsten Kalina und Claudia Weinkopf (2013), Niedriglohnbeschäftigung 2011 : Weiterhin arbeitet fast ein Viertel der Beschäftigten in Deutschland für einen Niedriglohn, Institute Arbeit und Qualifikation, Duisburg, IAQ-Report, 2013-01, page 4.

49. Karl Brenke (2012), Geringe Stundenlöhne, lange Arbeitszeiten, DIW Wochenbericht, 21, pages 4 à 6.

50. Statistisches Bundesamt (2013), Mindestlöhne in Deutschland, 1er septembre, disponible en suivant le lien: <https://www.destatis.de/DE/ZahlenFakten/GesamtwirtschaftUmwelt/VerdiensteArbeitskosten/Mindestloehne/Tabellen/MindestlohnDeutschland.html>.

51. Matthias Günther (2013), Regionale Mindestlohnwirkung, Pestel Institut Hannover, commissionné par Ver.di - Vereinte Dienstleistungsgewerkschaft Und Gewerkschaft Nahrung-Genuss-Gaststätten, avril, page 3.

52. Gerhard Bosch and Claudia Weinkopf (2012), Wirkungen der Mindestlohnregelungen in acht Branchen, dans : Expertise im Auftrag der Abteilung Wirtschafts- und Sozialpolitik der Friedrich-Ebert-Stiftung, WISO-Diskurs, novembre, pages 59 à 61.

53. Bundesagentur für Arbeit (2013), Grundsicherung in Deutschland, Erwerbstätige Arbeitslosengeld II-Bezieher, juillet, page 1.

54. Chris Bryant (2013), Germany's gold standard jobs record masks hidden flaws (Les beaux chiffres de l'Allemagne cache bien des failles), Financial Times, 2 septembre; et Michael Steen (2013), Angela Merkel may bend on minimum wage to form Germany coalition (Angela Merkel devra céder à propos du salaire minimum pour former une coalition en Allemagne), 30 septembre.

55. Deutsche MittelstandsNachrichten (2013), Billighandel : Aldi und Lidl boomen, 11 mars, disponible en suivant le lien : <http://www.deutsche-mittelstands-nachrichten.de/2013/03/50737/>.

56. Bundesverband Deutsche Tafel e. V. (2013), Auf den Weg bringen, Jahresbericht 2012, pages 2 et 46.

57. Banque mondiale (2013), Indicateurs du développement dans le monde.

58. Christian Von Luebke (2011), How much longer can elites hide their privileges from view? (Combien de temps encore les élites pourront-elles cacher leurs privilèges), Inside Indonesia, avril-juin 2011, disponible en suivant le lien : <http://www.insideindonesia.org/feature-editions/inequality>.

59. Riyana Miranti, Yogi Vidyattama, Erick Hansnata, Rebecca Cassells et Alan Duncan (2013), Trends in Poverty and Inequality in Decentralising Indonesia (Tendances de la pauvreté et de l'inégalité en Indonésie en cours de décentralisation), Documents de travail de l'OCDE Social, Employment and Migration, n° 148, OCDE, Paris, juin, page 27.

60. Miguel Parra (2013), A Cautionary tale (Une histoire prudente), Document d'information d'Oxfam, septembre, page 18.

61. Peter McCawley (2009), Mass Poverty in Asia : The Impact of the Global Financial Crisis (La pauvreté massive en Asie : les effets de la crise financière mondiale), Lowy Institute for International Policy, Policy Brief, juin, page A-iv.

62. OIT (2013), Base de donnée sur les indicateurs clés du marché du travail (KILM).

63. Better Work (2013), Legal updates : Minimum wages 2013 (Mise à jour : salaires minimums en 2013), disponible en suivant le lien : http://betterwork.org/indonesia/wp-content/uploads/2nd_Legal_Update_Minimum_Wage_2013.1.pdf.
64. Wageindicator (2013) disponible en suivant le lien : <http://www.wageindicator.org/main/salary/minimum-wage/indonesia>.
65. OCDE (2013), Base de données.
66. OIT (2013), Base de données sur les salaire dans le monde.
67. Hans David Tampubolon (2012), SMEs to be exempt from minimum wage obligation (Des PME exemptées de l'obligation de payer le salaire minimum), The Jakarta Post, 13 novembre, disponible en suivant le lien : <http://www.thejakartapost.com/news/2012/11/13/smes-be-exempt-minimum-wage-obligation.html>; et OIT (2004) base de données NATLEX ISN 64764, disponible en suivant le lien : <http://www.ilo.org/dyn/natlex/docs/SERIAL/64764/56412/F861503702/idn64764.PDF>.
68. Edi Hardum (2013), Unions Lash Out at Minimum Wage Reprieve for Employers (Les syndicats fustigent le sursis des employeurs de payer le salaire minimum), Jakarta Globe, 13 février, disponible en suivant le lien : <http://www.thejakartaglobe.com/archive/unions-lash-out-at-minimum-wage-reprieve-for-employers/571353/>.
69. <http://www.thejakartapost.com/news/2013/05/01/smes-be-exempt-minimum-wage-obligation.html>
70. Francezka Nangoy (2012), Minimum Wage Rises in Indonesia Won't Hurt Investment : Economists (Les augmentations salariales en Indonésie ne vont pas gêner les investissements), Jakarta Globe, 6 décembre, disponible en suivant le lien : <http://www.thejakartaglobe.com/archive/minimum-wage-rises-in-indonesia-wont-hurt-investment-economists/560056/>.
71. Mariel Grazella (2012), Ramayana expects higher sales on minimum wage increase (Ramayana s'attend à des ventes plus importantes grâce aux augmentations salariales), The Jakarta Post, 28 novembre, disponible en suivant le lien : <http://www.thejakartapost.com/news/2012/11/28/ramayana-expects-higher-sales-minimum-wage-increase.html>.
72. Tika Primandari (2013), Labors Demand Minimum Wage Increase (Le mouvement syndical réclame une hausse du salaire minimum), Tempo.Co, 21 juin, disponible en suivant le lien : <http://en.tempo.co/read/news/2013/06/21/055490184,uk.html/Labors-Demand-Minimum-Wage-Increase>; et ANTARA News (2013) "Employers Association proposes 20 pct increase of minimum wage in 2014", 19 juillet, disponible en suivant le lien : <http://www.antaranews.com/en/news/89944/employers-association-proposes-20-pct-increase-of-minimum-wage-in-2014>.
73. Ben Bland (2013), Rupiah slide hits Indonesian manufacturers at worst possible time (La chute de la roupie frappe les producteurs au pire moment), Financial Times, 27 août; et Ben Bland (2013), Indonesia trade deficit hits \$2.3bn as inflation soars (Le déficit commercial de l'Indonésie s'élève à 2,3 milliards alors que l'inflation s'emballe), Financial Times, 2 septembre.
74. FMI (2013), Perspectives de l'économie mondiale.
75. Guillermo Alves, Verónica Amarante, Gonzalo Salas and Andrea Vigorito (2010), La evolución de la desigualdad de ingresos en Uruguay entre 1998 y 2009 (L'évolution des inégalités de revenus en Uruguay de 1998 à 2009), Banco Central de Uruguay, Jornadas de Economía, page 4, disponible en suivant le lien: <http://www.bcu.gub.uy/Comunicaciones/Jornadas%20de%20Economa/iees03j3091010.pdf>.
76. Banque mondiale (2013) Base de données des indicateurs du développement dans le monde et Banque mondiale (2010), Uruguay - Equality of Opportunity, Achievements and challenges (Uruguay - Égalité des chances, victoires et défis), Document de la Banque mondiale, rapport , ° 57551-UY, octobre, page 6.
77. Guillermo Alves, Verónica Amarante, Gonzalo Salas et Andrea Vigorito (2010), La evolución de la desigualdad de ingresos en Uruguay entre 1998 y 2009 (L'évolution des inégalités de revenus en Uruguay de 1998 à 2009), Banco Central de Uruguay, Jornadas de Economía, page 5.
78. Catherine Saget (2006), Fixing Minimum Wage Levels in Developing Countries – Common Failures and Remedies (La fixation des niveaux de salaire minimum dans les pays en développement - Échecs et solutions communs), OIT, Programme sur les conditions de travail et l'emploi, Djakarta, page 13, disponible en suivant le lien : http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---asia/---ro-bangkok/---ilo-jakarta/documents/publication/wcms_123581.pdf.
79. Graciela Mazzuchi (2009), Labour relations in Uruguay 2005-2008 (Relations de travail en Uruguay de 2005 à 2009), OIT, Document de travail n° 6 du Département des relations professionnelles et d'emploi, novembre, page 8.
80. OIT (2013), Base de données sur les salaires dans le monde.
81. Catherine Saget (2006), Fixing Minimum Wage Levels in Developing Countries – Common Failures and Remedies (La fixation des niveaux de salaire minimum dans les pays en développement - Échecs et solutions communs), OIT, Programme sur les conditions de travail et l'emploi, Djakarta, page 13.
82. Graciela Mazzuchi (2009), Labour relations in Uruguay 2005-2008 (Relations de travail en Uruguay de 2005 à 2009), OIT, Document de travail n° 6 du Département des relations professionnelles et d'emploi, novembre, pages 9 à 11.

83. OIT (2011), Uruguay - Minimum Wages - 2011 (Uruguay - Salaires minimums), Programme des conditions de travail et d'emploi, TRAVAIL bases de données, disponible en suivant le lien : http://www.ilo.org/dyn/travail/travmain.sectionReport1?p_lang=en&p_structure=1&p_year=2011&p_start=1&p_increment=10&p_sc_id=1&p_countries=UY&p_print=Y.
84. Graciela Mazzuchi (2009), Labour relations in Uruguay 2005-2008 (Relations de travail en Uruguay de 2005 à 2009), OIT, Document de travail n° 6 du Département des relations professionnelles et d'emploi, novembre, pages 17 et 18.
85. Les calculs se basent sur les données de l'Institut national de statistiques d'Uruguay (2013).
86. FMI (2013), Base de données World Economic Outlook et Institut national de statistiques d'Uruguay (2013).
87. OIT (2013), Base de donnée sur les indicateurs clés du marché du travail.
88. OIT (2010), Rapport mondial sur les salaires 2010-09, Genève, décembre, page 63.
89. Facundo Alvaredo, Anthony B. Atkinson, Thomas Piketty and Emmanuel Saez (2013), The World Top Incomes Database (Base de données sur les revenus les plus élevés au monde), disponible en suivant le lien : <http://topincomes.g-mond.parisschoolofeconomics.eu/#Database>.
90. Congrès des États-Unis(2011), Trends in the Distribution of Household Income between 1979 and 2007 (Tendances de la répartition des revenus des ménages de 1979 à 2007), Congressional Budget Office, A CBO Study, octobre, pages ix-2, disponible en suivant le lien : <http://cbo.gov/sites/default/files/cbofiles/attachments/10-25-HouseholdIncome.pdf>.
91. Congrès des États-Unis (2011), Trends in the Distribution of Household Income between 1979 and 2007 (Tendances de la répartition des revenus des ménages de 1979 à 2007), Congressional Budget Office, A CBO Study, octobre, pages 19 à 24.
92. US Bureau of Labor Statistics (2013), Economic News Release (Informations économiques), disponible en suivant le lien : <http://www.bls.gov/news.release/wkyeng.t01.htm>.
93. Carmen DeNavas-Walt, Bernadette Proctor et Jessica Smith (2013), Income, Poverty, and Health Insurance, Coverage in the United States : 2012 (Revenus, pauvreté et couverture de l'assurance santé aux États-Unis : 2012), Current Population Reports, US Census Bureau, septembre, pages 13 et 51.
94. <http://www.cnn.com/2013/12/02/opinion/trumpka-owens-minimum-wage/>
95. Idem, pages 14 à 17 et 51.
96. United States Department of Labour (2013), Département des salaires et des revenus, disponible en suivant le lien : <http://www.dol.gov/whd/minimumwage.htm>.
97. Projet de loi national sur l'emploi (2013), The Fair Minimum Wage Act of 2013 : Restoring the Lost Value of the Minimum Wage Would Boost the Economy and the Incomes of 30 Million Workers in the U.S. (La loi de 2013 sur un salaire minimum équitable : rendre sa valeur perdue au salaire minimum relancerait l'économie et les revenus des millions de travailleurs aux États-Unis), document disponible en suivant le lien : http://nelp.3cdn.net/d8f1aacb5847bd584c_gzm6bentv.pdf.
98. Eric Brown (2013), US Minimum Wage Should Be \$22 An Hour, Says Elizabeth Warren (Selon Elizabeth Warren, le salaire minimum américain devrait être de 22 dollars US par heure), International Business Times, 18 mars, disponible en suivant le lien : <http://www.ibtimes.com/us-minimum-wage-should-be-22-hour-says-elizabeth-warren-1134793>.
99. Economic Policy Institute (2013), Declining value of the federal minimum wage is a major factor driving inequality (La valeur en baisse du salaire minimum fédéral est un facteur important d'inégalité), Issue Brief 351, 21 février, page 2.
100. United States Bureau of Labor Statistics (2013), Labor Force Statistics from the Current Population Survey, Characteristics of Minimum Wage Workers: 2011 (Statistiques sur la main-d'œuvre tirées de l'enquête sur la population, caractéristiques des travailleurs gagnant le salaire minimum : 2011), disponible en suivant le lien : <http://www.bls.gov/cps/minwage2011tbls.htm#3>.
101. United States Bureau of Labor Statistics (2013), Wages and Hours Worked : Minimum Wage and Overtime Pay (Salaires et nombre d'heures travaillées : salaire minimum et paiement des heures supplémentaires), disponible en suivant le lien : <http://www.dol.gov/compliance/guide/minwage.htm>.
102. Anthony Tucci (2013), U.S. Department of Labor Extends Minimum Wage & Overtime Protections to Home-Care Workers; California Goes a Step Further (Le ministère du Travail américain étend les protections liées au salaire minimum et aux heures supplémentaires aux travailleurs de soins à domicile; la Californie va plus loin), Weinberg, Roger et Rosenfeld, 30 septembre, disponible en suivant le lien : http://www.unioncounsel.net/developments/private_sector/us_department_of_labor_extends.html.
103. Sharon Bernstein (2013), California to raise minimum wage to \$10 an hour by 2016 (La Californie va augmenter le salaire minimum à 10 dollars US par heure d'ici 2016), Reuters, 25 septembre, disponible en suivant le lien : <http://www.reuters.com/article/2013/09/25/us-usa-california-minimumwage-idUSBRE98O0U920130925>.
104. David Card et Alan Krueger (1994), Minimum Wages and Employment: A Case Study of the Fast-Food Industry in New

Jersey and Pennsylvania (Salaires minimums et emploi : une étude de cas dans l'industrie de la restauration rapide dans le New Jersey et en Pennsylvanie), *American Economic Review*, vol. 84, numéro 4, septembre, pages 772 à 793.

105. Arindrajit Dube, William Lester et Michael Reich (2010), Minimum wage effects across state borders : estimates using contiguous counties (Les effets du salaire minimum d'un état à l'autre; estimations sur des comtés contigus), *The Review of Economics and Statistics*, novembre, vol. 92, numéro 4, pages 945 à 964.

106. Daily Mail (2013), How McDonald's workers CAN'T live on their minimum wages: Fast food giant sets up website to help their employees budget better... and it recommends they get a second job (Les travailleurs de McDonald's ne peuvent pas vivre de leurs salaires minimums : le géant de la restauration rapide crée un site web pour aider ses employés à mieux gérer leur budget... et recommande de prendre un deuxième emploi) , 17 juillet, disponible en suivant le lien : <http://www.dailymail.co.uk/news/article-2366370/Sample-budget-given-McDonalds-workers-proves-CANT-live-minimum-wages-need-second-job-make-ends-meet.html#ixzz2b5nmkYzH>.

107. Karen McVeigh (2013), Fast-food workers continue fight against low wages: "This is our right" (Les travailleurs de la restauration rapide continuent de se battre contre les faibles salaires : "c'est notre droit"), *The Guardian*, 29 août, disponible en suivant le lien: <http://www.theguardian.com/world/2013/aug/29/fast-food-workers-low-pay-nationwide-walkout?INTCMP=ILCNETTXT3487>.

108. Miguel Parra (2013), A Cautionary tale (Une histoire prudente), Document d'information d'Oxfam, septembre, page 18.

109. FMI (2013), Base de données Perspectives de l'économie mondiale.

110. OIT (2012), Decent Work Country Profile – Zambia (Profil national du travail décent - Zambie), Genève, page vii.

111. Idem, page 11.

112. Central Statistical Office of Zambia (2012), Living Conditions Monitoring Survey Report (Rapport sur le suivi des conditions de vie), Lusaka, 26 mars, pages 103 et 104.

113. OIT (2012), Decent Work Country Profile – Zambia (Profil national du travail décent - Zambie), Genève, page x.

114. Central Statistical Office of Zambia (2012), Living Conditions Monitoring Survey Report (Rapport sur le suivi des conditions de vie), Lusaka, 26 mars, pages 147 à 151.

115. Idem, pages 158 à 167.

116. Idem, pages 172 et 180.

117. IRIN (2012), Zambia : Dreaming of a minimum wage (Zambie : le rêve d'un salaire minimum), nouvelles et analyses humanitaires - Un service du Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies, 10 août, disponible en suivant le lien : <http://www.irinnews.org/report/96073/zambia-dreaming-of-a-minimum-wage>.

118. Andrew England (2013), Zambia's populist King Cobra rattles business (Le roi cobra populiste de Zambie ébranle le monde des affaires), *Financial Times*, 15 mai, disponible en suivant le lien : <http://www.ft.com/intl/cms/s/0/7cf754b0-bbdc-11e2-82df-00144feab7de.html?siteedition=intl&siteedition=intl#axzz2eTJttQh>.

119. Ces instruments statutaires comprennent: le décret sur le salaire minimum et les conditions d'emploi (général), le décret sur le salaire minimum et les conditions d'emploi (employés de magasin); le décret sur le salaire minimum et les conditions d'emploi (travailleurs domestiques).

120. OIT (2012), Decent Work Country Profile – Zambia (Profil national du travail décent - Zambie), Genève, pages 17 à 19.

121. Les calculs ont été effectués sur base de : OIT (2013), Base de données sur les salaires dans le monde; le taux de change utilisé est 5.345 kwachas zambiens par dollar US

122. Central Statistical Office of Zambia (2012), Living Conditions Monitoring Survey Report (Rapport sur le suivi des conditions de vie), Lusaka, 26 mars, page 178.

123. UK Zambians (2012), New Minimum Wage is responsive to cost of Living, says JCTR (Pour le JCTR, le nouveau salaire minimum correspond au coût de la vie), 13 juillet, disponible en suivant le lien : <http://ukzambians.co.uk/home/2012/07/13/new-minimum-wage-is-responsive-to-cost-of-living-says-jctr/>.

124. IRIN (2012), Zambia : Dreaming of a minimum wage (Zambie : le rêve d'un salaire minimum), nouvelles et analyses humanitaires - Un service du Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies.

125. Afro Barometer (2013), Communiqué de presse sur la Zambie, août, Lusaka, pages 4 et 5.

126. Andrew England (2013), Zambia's populist King Cobra rattles business (Le roi cobra populiste de Zambie ébranle le monde des affaires), *Financial Times*, 15 mai, disponible en suivant le lien : <http://www.ft.com/intl/cms/s/0/7cf754b0-bbdc-11e2-82df-00144feab7de.html?siteedition=intl&siteedition=intl#axzz2eTJttQh>; et IRIN (2012), Zambia : Dreaming of a minimum wage

(Zambie: le rêve d'un salaire minimum), nouvelles et analyses humanitaires - Un service du Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies.

127. Central Statistical Office of Zambia (2013), *The Monthly* (Le mensuel), volume 124, mars, page 1, disponible en suivant le lien : <http://www.zamstats.gov.zm/report/Monthly/Vol%20124%202013%20The%20Monthly%20August.pdf>

128. Ministry of Labour and Social Security (2011), *Labour Force Survey Report 2008* (Enquête sur la main-d'œuvre, rapport 2008), Central Statistical Office, Lusaka, août, page viii; et Ministry of Labour and Social Security(2013) *Preliminary Results of the 2012 Labour Force Survey* (Résultats préliminaires de l'enquête sur la main-d'œuvre de 2012), Bureau central des statistiques, Lusaka, mai, page 9.

129. YEZI Consulting & Associates (2013), *Political Governance Study in Zambia* (Étude sur la gouvernance politique en Zambie), commissionnée par Diakonia Zambia avec le soutien financier de l'Union européenne, de l'agence SIDA et de Diakonia dans le cadre du projet Non-State Actors – Building Democratic Culture in Rural Communities, Lusaka, mars, page 24.

130. Robin Wigglesworth (2012), *Zambian bonds: a safer bet than Spain's?* (Obligations zambiennes: un pari plus sûr que les obligations espagnoles?), *Financial Times*, 14 septembre, <http://blogs.ft.com/beyond-brics/2012/09/14/zambian-bonds-a-safer-bet-than-spains/#axzz2emmbeejZ>.

131. Andrew England (2013), *Zambia's populist King Cobra rattles business* (Le roi cobra populiste de Zambie ébranle le monde des affaires), *Financial Times*, 15 mai.

132. Berg, Janine (à paraître), *Labour Market Institutions: The Building Blocks of Just Societies* (Institution du marché du travail : les éléments fondateurs de sociétés justes), OIT, Genève.

133. Nations Unies (2005), *Rapport sur la situation sociale dans le monde 2005: La crise de l'inégalité*, New York, page 3.

134. Tim Harford (2013), *How the rich are making sure they stay on top* (Comment les riches veillent à rester au sommet de la pyramide), *Financial Times*, 16 août.

135. OIT (1919), *Constitution*, Annexe, Article III (d).

136. Nations Unies (1948), *Déclaration universelle des droits de l'homme*, 194.

137. Voir Richard Anker (2011), *Estimating a living wage: A methodological review* (Estimer un salaire vital: un examen méthodologique), OIT, Genève.



Éditrice responsable:
Sharan Burrow, secrétaire générale

CSI
5 Bd du Roi Albert II, Bte 1, 1210 Bruxelles, Belgique
Tél: +32 2 224 0211 Fax: +32 2 201 5815
Courriel: press@ituc-csi.org Web: www.ituc-csi.org